

SHSregards¹⁸

Octobre – décembre 2007

Le magazine du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO

SOMMAIRE

P.3-5 ÉTHIQUE 3^{es} Journées de la bioéthique pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre • Les Nations Unies gagnent en efficacité sur la bioéthique • Enseignement de la bioéthique: un programme mondial testé en 2008 / **P.8-11 DROITS HUMAINS** La recherche sur le genre au service de la paix • Manille a la tête d'un réseau mondial de recherche sur les femmes • Actualité des Coalitions des villes contre le racisme • Célébration de la Journée mondiale de la philosophie en Turquie / **P.11-27 TRANSFORMATIONS SOCIALES** Une initiative en faveur de la Corne de l'Afrique • Coupe du monde de rugby: l'UNESCO dans la mêlée • Actualité de l'antidopage et de l'Éducation physique • Migrations internationales: université d'été à Moscou / **P.28-29 LA TRIBUNE DES LECTEURS** / **P.30-31 PUBLICATIONS** / **P.32 AGENDA**

ENTRETIEN p.6-7

Juan Somavia :
Faire du travail décent
l'affaire de tous

TRANSFORMATIONS SOCIALES p.24

Les jeunes au cœur
de la conférence générale
de l'UNESCO



DOSSIER p.12 à 23

Dialogue

entre chercheurs et décideurs :
Quel rôle pour l'UNESCO ?

Le monde bouge, l'UNESCO aussi

Alors qu'à son siège parisien l'UNESCO prépare la 34^e session de sa Conférence générale, se déroule en France une autre manifestation internationale qui retient l'attention du monde : la sixième Coupe du monde de rugby. Longtemps restreint à quelques pays, ce sport a atteint aujourd'hui une dimension mondiale et couvre tous les continents. Si l'esprit du jeu est inchangé, le sport a indéniablement évolué : de nouvelles règles ont été introduites, de nouvelles traditions se sont développées. L'histoire de l'UNESCO témoigne de dynamiques similaires. Les idéaux et les aspirations qui ont conduit, il y a plus de soixante ans, n'ont rien perdu de leur pertinence. En revanche, face à la transformation incessante des réalités politiques, économiques et sociales, une réévaluation périodique des priorités et des stratégies d'action de l'Organisation se révèle nécessaire.

En association avec la Coupe du monde de rugby se tient à Saint-Denis le Forum mondial du sport. En y participant, sur des thèmes essentiels pour le sport d'aujourd'hui comme le dopage, le racisme, l'égalité hommes-femmes et la mondialisation, le Secteur témoigne de son engagement pérenne avec les défis sociétaux en constante évolution dans le monde entier.

L'UNESCO joue un rôle essentiel dans la sauvegarde des patrimoines matériel et immatériel de l'humanité ; de même, inséparablement, l'Organisation regarde vers l'avenir. C'est la croyance qu'un avenir meilleur est à notre portée qui réunit les États membres pour convenir, lors de la Conférence générale, d'un programme et d'un budget pour le biennium à venir, ainsi que d'une nouvelle stratégie à moyen terme pour les six prochaines années.

Ce sera l'occasion d'évaluer nos succès au vu des objectifs formulés il y a six ans. Compte tenu des leçons apprises, il s'agira aussi de mettre le travail à venir de l'Organisation en phase avec les besoins des États membres. Si les grandes priorités de SHS changeront peu, l'accent sera mis plus fortement sur les savoirs rigoureux mis au service de l'action efficace et sur une coopération renforcée avec les autres programmes de l'UNESCO.

Le Secteur a pour vocation spécifique de rester en phase avec les réalités sociales, qui évoluent très vite, et avec les défis politiques émergents. Comme le montre le dossier de ce numéro, le programme MOST de l'UNESCO sert de forum pour les idées produites, partout dans le monde, par les instituts de politique publique, les *think tanks*, les établissements universitaires et les gouvernements. C'est la traduction de ces idées en politiques qui marchent qui est ainsi facilitée. À ce titre, nous offrons un cadre international unique où les gouvernements, les chercheurs et la société civile peuvent se rassembler pour transformer les mots en actes et élaborer des solutions concrètes à partir d'idées abstraites.

Dans notre stratégie à venir, il est essentiel de vous communiquer au mieux les activités du Secteur. En réponse à cet engagement, nous avons fait évoluer le contenu, le style – et le titre – de *SHS Regards*. Mais il est possible de faire mieux, et nous y veillons. Dans le prochain numéro, daté de janvier 2008, on trouvera à la fois une nouvelle structure, inspiré des objectifs stratégiques du programme SHS pour 2008-2013, de nouvelles rubriques et une place accrue pour les contributions des lecteurs. ¶

« Nous offrons un cadre international unique où les gouvernements, les chercheurs et la société civile peuvent se rassembler pour transformer les mots en actes. »



Pierre Sané
Sous-Directeur général
pour les sciences sociales
et humaines



Afin de protéger l'environnement, *SHS Regards* est imprimé sur du papier à 80% recyclé.

SHS Regards est le nouveau nom de la *SHS Newsletter*. Ce bulletin d'information trimestriel présente divers aspects de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le domaine des sciences sociales et humaines. Il est également disponible en anglais et en russe sous forme électronique (www.unesco.org/shs). Les articles peuvent être reproduits à condition qu'ils soient accompagnés de la mention « reproduit de *SHS Regards* » en précisant la date, le numéro et, le cas échéant, le nom de l'auteur de l'article. © UNESCO, 2007. ISSN 1819-9704.

Directeur de publication : Pierre Sané. **Rédactrice en chef :** Cathy Bruno-Capvert. **Comité de rédaction :** Mimouna Abderrahmane, Khaled Abu-Hijleh, Caroline Bacquet, Kristina Balalovska, Coraline Bardinat, Diana Body-Lawson, John Crowley, Jacqueline Groth, Irakli Khodeli, Jun Morohashi, Antoine Pécoud, Mebrak Tareke, Petra Van Vucht Tijssen.

Conception graphique et réalisation : Atelier Takavoir + Anne Drezner. **Illustrations :** Atelier Takavoir. **Impression :** OTT imprimeurs, 2007.

Dans un monde soumis à des mutations fondamentales, la mission de « conscience » des Nations Unies, dévolue à l'UNESCO depuis sa création, apparaît plus importante que jamais. Comptant parmi les cinq programmes prioritaires de l'UNESCO, le **Programme sur l'Éthique des sciences et de la technologie, mis en œuvre par le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) de l'Organisation, vise à guider les progrès des sciences de la vie et le développement technologique par une réflexion éthique** qui tient compte du patrimoine culturel, juridique, philosophique et religieux des diverses communautés humaines. Par l'action normative, la sensibilisation, et le renforcement des capacités de ses États membres, l'UNESCO s'efforce ainsi de remplir son mandat d'organisation internationale « chef de file » des problèmes éthiques.

3^{es} journées de la bioéthique pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Avec l'objectif de produire un ouvrage de référence sur les questions de bioéthique en Afrique, le réseau sénégalais « Droit, Éthique, Santé » organise les 3^{es} Journées de bioéthique pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, du 6 au 8 décembre 2007, à Lomé (Togo).

Alors que les conséquences des progrès scientifiques et technologiques dans les pays en développement sont au cœur de l'agenda international, le réseau sénégalais « Droit, Éthique, Santé » organise les 3^{es} Journées d'éthique et de bioéthique pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre avec, pour ordre du jour, l'évaluation et la gestion des risques en Afrique.

Du 6 au 8 décembre 2007, chercheurs, praticiens, philosophes, décideurs politiques et représentants d'organisations internationales seront ainsi réunis à Lomé, au Togo, pour dresser un état des lieux des risques en Afrique, discuter des cadres institutionnels de prévention et de gestion de ces risques, débattre de la diversité culturelle dans la perception des risques, ainsi que des efforts à faire en direction des populations les plus vulnérables, de la biosécurité et des questions relatives à l'information, l'éducation et la formation pour mieux les gérer.

Cette rencontre, dont l'objectif final est de permettre la publication du premier ouvrage scientifique de référence sur ces questions fondamentales dans cette région du monde, sera également l'occasion de formaliser le cadre du réseau.

OUTILS

Le guide *Éduquer les comités de bioéthique est destiné à aider les membres des différents comités développés à l'initiative de l'UNESCO* en renforçant leurs connaissances tant sur la philosophie et le droit que sur les sciences et la médecine. Disponible en anglais, arabe et chinois, ce nouveau guide sera bientôt également disponible en espagnol, en français et en russe. ¶



Pour plus d'informations, merci de consulter le site : www.unesco.org/shs/ethics

© M. Crozet / BIT



La gestion des risques sera au cœur des débats de Lomé.

Créée en 2003, à l'initiative de l'UNESCO, ce dernier s'était donné pour objectif de contribuer à l'ouverture du débat en jouant un rôle d'interface entre chercheurs, décideurs politiques et acteurs de la société civile afin de favoriser une meilleure prise en compte des questions d'éthique, le développement d'une recherche interdisciplinaire, et la promotion du droit de tous à la santé.

Les 3^{es} Journées de Lomé s'inscrivent ainsi dans la continuité du plan d'action pour la mise en place d'un Forum de réflexion, de dialogue et d'action sur l'éthique, la bioéthique et les sciences de la vie dont les contours avaient été dessinés lors des 1^{ères} Journées de Dakar (Sénégal) en 2005, et formalisés en 2006 lors des 2^{es} Journées de Yaoundé (Cameroun) avec l'inscription de ce Forum dans le réseau panafricain de bioéthique PABIN.

Pour les organisateurs, la 3^e édition des Journées de bioéthique pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre devrait contribuer à une plus grande appropriation des principes et procédures de bioéthique, notamment pour l'évaluation et la gestion des risques liés à l'utilisation des biotechnologies et aux recherches biomédicales en Afrique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Carrie Marias, c.marias@unesco.org, tél. : +221 8492304

Réseau sénégalais « Droit, Éthique, Santé » :
www.refer.sn/rds/article.php?id_article=262

Les Nations Unies gagnent en efficacité sur la bioéthique

Créé en 2003, à l'initiative de l'UNESCO, le Comité interagences sur la bioéthique se réunit pour la septième fois à Bruxelles (Belgique) les 28 et 29 novembre 2007.

À l'heure où les différentes agences du système des Nations Unies sont appelées à démontrer leur capacité à mettre en synergie leurs activités respectives, la 7^e réunion du Comité interagences sur la bioéthique, organisée à Bruxelles (Belgique) fin novembre 2007, confirme la vitalité de ce Comité.

En quatre années d'existence, ce dernier est en effet devenu un lieu essentiel de réflexion et de partage d'informations, permettant à chacune des agences des Nations Unies de mieux cibler ce qui relève de sa compétence, et donc à l'ensemble du système d'être plus efficace en amplifiant l'impact de ses activités dans le domaine de la bioéthique.

Identifier les problèmes

Ainsi, le Comité étudie régulièrement des sujets et problèmes contemporains afin d'identifier les cas sur lesquels se concentrer, ceux qui nécessitent des efforts conjoints, ainsi que les lacunes majeures ou contraignantes affectant la coopération.

Il a notamment joué un rôle crucial dans le processus d'élaboration de la Déclaration

universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 2005, en permettant, notamment, à différentes organisations d'y apporter des contributions substantielles.

Ayant identifié, dès ses débuts, la propriété intellectuelle comme une problématique nécessitant le renforcement de la coopération entre les organisations, il propose aujourd'hui d'aller plus loin en mettant à l'ordre du jour de la réunion de Bruxelles l'élaboration d'un document sur la propriété intellectuelle d'un point de vue éthique.

Loin de constituer une quelconque prise de position du Comité sur ce sujet, le document proposé entend dresser un état des lieux international et mettre en lumière les implications économiques, politiques et humaines de la propriété intellectuelle en matière de bioéthique, qui sont considérables.

Fournir un cadre de travail

Il s'agit avant tout de sensibiliser l'ensemble des États membres des Nations Unies et de fournir un cadre de travail général au sein duquel il leur sera possible d'explorer, de développer et de stimuler le débat.

Coordonné par l'UNESCO, chef de file des Nations Unies sur les questions éthiques, le Comité interagences sur la bioéthique regroupe notamment les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et de l'Université des Nations Unies (UNU).

Sont également présents, à titre de membres associés : la Commission européenne, le Conseil de l'Europe, l'Organisation arabe pour l'éducation, la science et la culture ainsi que l'Organisation pour la coopération et le développement économiques. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Sabina Colombo**, s.colombo@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 03



Le Comité interagences, comme le Comité international de bioéthique (sur la photo) joue un rôle crucial.

L'éthique des sciences : un combat pour la paix

Une réunion informelle des membres de la COMEST s'est tenue au siège de l'UNESCO, à Paris, du 22 au 24 juillet 2007, et a été l'occasion d'évaluer de manière approfondie les dix ans de cette instance consultative en termes d'activités, d'objectifs et de procédures. À l'issue de cette réunion, les experts ont tenu à rappeler que « l'éthique des sciences et des technologies a un rôle crucial à jouer dans le cœur du mandat de l'UNESCO pour la paix et l'éradication de la pauvreté. Alors que la

prise en compte des dimensions sociales du développement durable est une préoccupation de plus en plus partagée, ils ont également insisté sur le mandat et l'objectif de la COMEST qui « concernent l'utilisation de manière responsable des ressources naturelles et de la répartition équitable des bénéfices de la technologie. » ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Shamila Nair-Bedouelle**, s.nair-bedouelle@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 94

OUTILS

Après avoir débattu des bienfaits et des risques potentiels de l'application de la recherche sur les technologies atomiques et moléculaires, lors de différentes sessions, la COMEST vient de publier une brochure de recommandations politiques sur l'éthique et les nanotechnologies. ¶



Uniquement disponible en anglais pour le moment, ce document de 16 pages est téléchargeable sur le site web de l'UNESCO à l'adresse suivante : www.unesco.org/shs/ethics

Enseignement de la bioéthique : un programme mondial testé en 2008

Deux ans après son lancement, le projet de réalisation d'un cursus d'enseignement de la bioéthique susceptible de servir de tronc commun à l'enseignement de cette discipline complexe à travers le monde est quasiment achevé.

En juillet dernier, des experts venus majoritairement de pays en développement se sont réunis au siège de l'UNESCO pour discuter d'une proposition sur l'élaboration d'un programme d'études commun, fondé sur la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme. Ce projet avait été remis, quelques mois plus tôt, par un comité ad hoc composé de spécialistes de l'enseignement de l'éthique membres du Comité international de bioéthique (CIB), de la Commission mondiale de l'éthique des connaissances scientifiques et technologiques (COMEST), de l'Association médicale mondiale (WMA) et de l'Académie des sciences du tiers monde (TWAS).

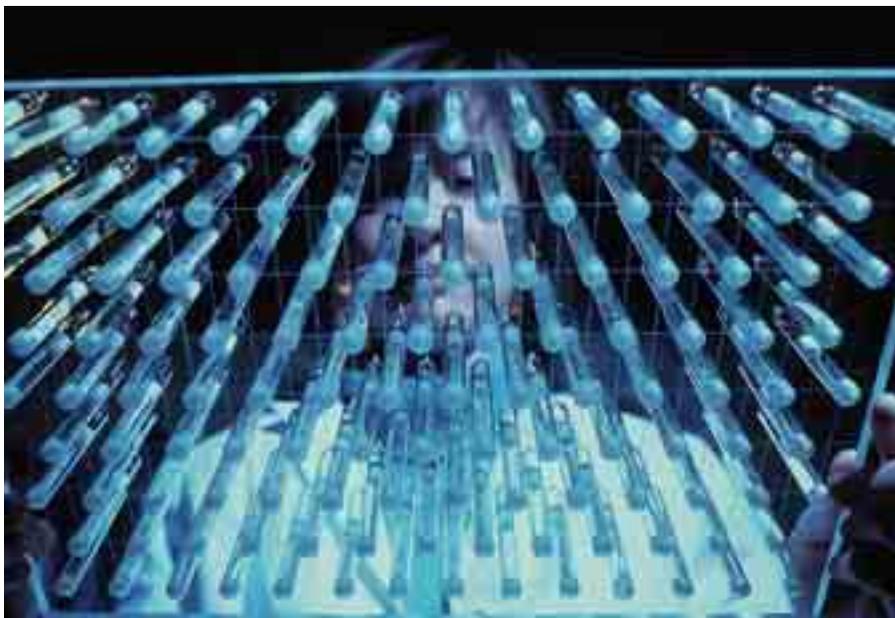
Si le Royaume Uni et la Bulgarie ont déjà instauré une norme en matière d'enseignement de la bioéthique, il existe en effet une

Formation des professeurs moldaves

Deux conférences sur « L'éducation à la bioéthique en Moldova » sont organisées en novembre et décembre 2007 à Chisinau (Moldova) avec pour objectif d'introduire les notions d'éthique des sciences et de la technologie dans les cursus éducatifs du pays, de la primaire au secondaire. Fruit d'une étroite collaboration entre le bureau de l'UNESCO à Moscou, le centre

« Dialogue interculturel », la Commission nationale pour l'UNESCO de la République de Moldova, ainsi que plusieurs acteurs nationaux dont le ministère de l'Éducation et de la Jeunesse, ce projet vise en priorité le corps enseignant. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Alla Ampar, a.ampar@unesco.org, tél. : (495) 230-05-54



L'objectif d'un cursus commun : pallier à l'hétérogénéité des programmes au niveau international.

véritable hétérogénéité dans l'enseignement de cette discipline au niveau international. D'où l'utilité du projet de l'UNESCO.

Basé sur les principes de la Déclaration sur la bioéthique et les droits de l'homme adoptée en octobre 2005, le projet rédigé par le comité ad hoc comporte 17 unités, toutes de format similaires, dont 2 unités introductives (Qu'est-ce que l'éthique ? Qu'est-ce que la bioéthique ?) et 15 unités reprenant chacune les principes formulés dans les articles 3 à 17 de la Déclaration.

Une trentaine d'experts d'Afrique du Sud, d'Argentine, du Brésil, du Cameroun, du Canada, des Émirats Arabes Unis, d'Inde, d'Indonésie, du Kenya, du Nigeria, d'Oman, du Pakistan, des Pays-Bas, des Philippines, du Qatar, du Royaume Uni, du Surinam et du Togo, se sont donc retrouvés en juillet 2007, à Paris, pour examiner cette proposition.

Si tous ont souligné l'importance de voir l'UNESCO lancer un cursus de bioéthique basé sur la Déclaration exposant les grandes lignes d'un consensus mondial sur les principes fondamentaux de la bioéthique, ils ont insisté sur la nécessité que les matériels d'enseignement qui l'accompagneront (litté-

rature, vidéos) soient adaptables à des cultures et traditions très différentes. De leur point de vue, le projet actuel mériterait, par ailleurs, d'être enrichi par davantage de contributions de pays en développement.

10 universités-pilotes

Les remarques prodiguées lors de cette réunion consultative sont d'ores et déjà prises en compte par le comité chargé de la rédaction du programme qui révisé actuellement sa proposition initiale, tandis qu'une équipe d'experts de Buenos Aires (Argentine), ayant une expérience dans le développement de ressources multimédia pour l'éducation à l'éthique, est en train d'intégrer des ajouts allant dans le même sens au matériel vidéo en cours de réalisation.

Le projet final pourrait ainsi être lancé, dès 2008, avec les ressources éducatives correspondantes. Dans un premier temps, il serait testé dans dix universités-pilotes à travers le monde, afin de pouvoir être amélioré par la suite sur la base de ces expériences. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Henk ten Have, h.tenhave@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 14

J. Somavia : faire du travail

Alors que le 17 octobre 2007 marquera la 20^e Journée mondiale de lutte contre la pauvreté, le Directeur général du Bureau International du Travail insiste sur le défi de faire du travail décent une réalité pour chacun. Selon lui, la crise mondiale de l'emploi est l'une des plus grandes menaces pour notre sécurité aujourd'hui et doit être l'affaire de tous.

Le Bureau International du Travail a rendu public, en mai dernier, un rapport sur les discriminations dans le monde du travail. Quels sont les grands enseignements de cette enquête ?

Il y a d'abord une bonne nouvelle : c'est que de plus en plus de textes législatifs et de mesures sont adoptés pour lutter contre les discriminations. Ainsi, 9 États sur 10 ont ratifié les deux conventions fondamentales sur les discriminations, les Nations Unies viennent d'adopter une nouvelle convention sur les droits des personnes handicapées, et le recueil de directives pratiques du BIT sur la lutte contre les discriminations à l'encontre des personnes atteintes du VIH/SIDA est maintenant utilisé dans plus de 60 pays.

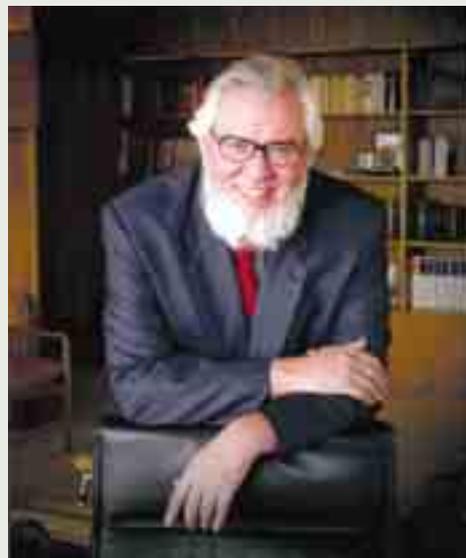
Cela étant dit, malgré ces progrès, des centaines de millions de personnes souffrent encore de discriminations au travail. Dans le monde entier, le travail de sensibilisation, les moyens et les institutions nécessaires pour lutter contre ces discriminations ne sont pas à la mesure des besoins. Chaque jour, des femmes gagnent moins que des hommes pour un travail de valeur égale. Des personnes handicapées et des travailleurs âgés se voient refuser la possibilité de donner toute la mesure de leur potentiel. Des personnes issues de groupes minoritaires sont éliminées au cours du processus d'embauche en raison de leur race ou de leur religion. On voit aussi apparaître de nouvelles formes de discrimination qui sont fondées sur l'âge, l'orientation sexuelle ou la prédisposition génétique...

Quels sont les défis à relever pour combattre ces discriminations ?

Ce rapport expose un plan d'action qui propose notamment de promouvoir l'adoption de lois plus strictes et une mise en application plus efficace de la législation, de favoriser l'égalité entre hommes et femmes en lançant une action plus intégrée et mieux coordonnée au niveau mondial, tout en dotant les travailleurs et les employeurs des instruments nécessaires pour promouvoir l'égalité sur le lieu de travail. Surtout, il met en avant la nécessité de poursuivre nos efforts en faveur de la prise en compte de la notion de travail décent pour tous et toutes, sans distinction de sexe, race, religion ou autres dans les politiques nationales.

La persistance des discriminations dans le monde du travail constitue non seulement une violation des droits humains, mais cela a aussi des conséquences économiques et sociales plus

Entretien



J. Isaac / BIT

larges, car ces discriminations freinent le développement en gâchant le talent humain et en accentuant les tensions et les inégalités sociales. Parce que le travail est essentiel dans la vie de chacun, éliminer les discriminations sur le lieu de travail contribuerait à donner du pouvoir aux individus, à renforcer l'économie toute entière et à enrichir les sociétés dans leur ensemble. Le travail peut en effet nous aider à nous affranchir de la pauvreté et à réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement en contribuant à une mondialisation juste.

Pour lutter contre la pauvreté, vous avez fait de l'Agenda du travail décent la priorité des priorités. Que recouvre cette notion ?

Le travail décent résume les aspirations des êtres humains au travail. Il implique la possibilité d'accéder à un travail productif et justement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et une protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale, la liberté d'exprimer ses revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent sa vie, l'égalité des chances et de traitement pour tous, femmes et hommes. Enfin, un travail décent est source de dignité pour la personne.

Dans le village planétaire qu'est le monde aujourd'hui, faire du travail décent une réalité pour tous devrait donc être une préoccupation commune de la communauté internationale. Cela dit, d'une certaine manière, ça l'est déjà, car le déficit de travail décent que nous observons : c'est le chômage et le sous-emploi, les emplois improductifs et de faible qualité, les travaux dange-

décent l'affaire de tous

reux et les revenus précaires, les droits bafoués et l'inégalité entre les sexes, l'exploitation des travailleurs migrants, le manque de représentation et de possibilités d'expression, l'insuffisance de protection et de solidarité face à la maladie, à l'invalidité et à la vieillesse.

Pour ne citer que quelques exemples : près de 200 millions de personnes sont aujourd'hui au chômage. C'est dire plus que jamais auparavant. La moitié des travailleurs dans le monde vivent avec moins de deux dollars par jour. Parmi les sans-emploi, 86 millions, soit près de la moitié du total, sont des jeunes âgés de 15 à 24 ans. Un enfant sur sept dans le monde doit, aujourd'hui encore, travailler. Deux millions de décès par an – une moyenne de 6 000 par jour – sont dus à des accidents ou des maladies professionnelles...

En quoi le déficit de travail décent représente-t-il un risque pour les populations ?

Au-delà même des situations de violation des droits humains qui l'accompagnent, la crise mondiale de l'emploi est l'une des plus grandes menaces pour notre sécurité aujourd'hui. Si nous continuons sur le même rythme, le monde court davantage de risques de division, de protectionnisme et de conflits. Un manque chronique de possibilités de travail décent, des investissements insuffisants et une sous-consommation conduisent à l'érosion du contrat social fondamental qui sous-tend les sociétés démocratiques, celui qui veut que le progrès soit partagé par tous. Ainsi, l'expérience de nombreux pays montre que les risques de désordre sont plus grands là où les besoins de travail décent sont ignorés, tandis que la sortie de crise est plus rapide là où les communautés s'unissent pour travailler à la reconstruction. C'est pourquoi je suis convaincu que le travail décent devrait être appréhendé comme une dimension importante de l'agenda pour l'instauration de la paix dans le monde.



Juan Somavia

Avant d'être élu en 1998 puis réélu en 2003 Directeur général du Bureau International du Travail, Juan Somavia a mené une longue et brillante carrière dans les affaires civiles et internationales. Professeur d'université, avocat de profession, il fut entre autres ambassadeur du Chili auprès des Nations Unies, Président du conseil de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), et coordinateur du Forum du tiers monde. Sa contribution à la paix et aux droits de l'homme lui a valu le « Prix de la paix Leonidas Proaño ». ¶

« Il n'est pas un défi posé par le travail décent qui ne relève des compétences de l'UNESCO. »

Comment faire en sorte d'atteindre les objectifs de cet agenda ?

Si nous convenons que le travail décent est une condition préalable au développement durable et à l'instauration de la paix, ainsi qu'un élément clé pour réduire et éliminer la pauvreté, nous devrions faire en sorte de mieux coordonner les efforts nationaux et internationaux visant à sa mise en œuvre. Pour cela, nous avons besoin du concours d'autres organisations et d'autres moyens d'action.

En effet, l'emploi ne se décrète pas, non plus que l'élimination de la pauvreté. Il s'agit d'un processus long et complexe qui réclame la participation concertée de toutes les composantes de la société. Les gouvernements, les employeurs et les travailleurs ont les uns et les autres leur rôle à jouer pour parvenir à un consensus constructif. À cet égard, si le Bureau International du Travail, en tant qu'organisation tripartite, possède une expérience exemplaire qui mériterait sans doute d'être davantage partagée, la tâche n'incombe pas à une seule organisation. Elle est de la responsabilité de la communauté mondiale des parties prenantes. C'est en effet dans un esprit d'équipe que le système multilatéral devrait aborder les défis qui s'imposent à notre monde aujourd'hui. Et cet esprit ne s'exprime pas suffisamment.

Dans quelle mesure l'UNESCO peut-elle contribuer à faire du travail décent une réalité ?

Je crois qu'il n'est pas un défi posé par le travail décent qui ne relève d'un des champs de compétences de l'UNESCO. Nous collaborons déjà activement dans le domaine de la valorisation des qualifications, mais la concrétisation des objectifs de l'Agenda du travail décent appelle des politiques intégrées dans bien d'autres domaines que celui de la formation ou de l'éducation. Il est autant question d'éducation que de promotion des droits humains, de lutte contre les discriminations, de partage des progrès de la science, que de la mise à la disposition des décideurs politiques des fruits de la recherche en sciences sociales pour élaborer des politiques publiques. Comment imaginer, par exemple, qu'une réflexion sur le changement climatique puisse être conduite sans que l'on s'interroge sur les évolutions des modes de travail et de production ? Les transformations en œuvre dans nos sociétés sont le résultat de l'activité humaine. Dans tous ces domaines nous avons des expériences à partager. ¶

Propos recueillis par **Cathy Bruno-Capvert**

Inscrite dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, la promotion des droits de l'homme est l'une des missions principales du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS). Dans le cadre de la réforme des Nations Unies, qui place les droits humains au cœur de tous ses programmes, SHS s'emploie à encourager et à diffuser la recherche en matière de droits humains ; à assurer la promotion de l'éducation à ces droits ; à conduire des actions en faveur de la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'échelon régional, national et international ; à stimuler la coopération avec l'ensemble des acteurs et des réseaux ; à promouvoir la démocratie et à faire avancer la réflexion sur les nouvelles formes de violence en mettant notamment en place des plans régionaux en faveur de la sécurité humaine.

La recherche sur le genre au

En soutenant la recherche sur les droits des femmes et en favorisant son appropriation par les décideurs politiques, le programme des sciences sociales et humaines de l'UNESCO cherche à renforcer le rôle joué par les femmes dans la construction d'un monde pacifié...

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes... Donnons le pouvoir aux femmes ! »

Détournant le célèbre préambule de l'acte constitutif de l'UNESCO, à l'occasion d'une table ronde organisée l'an dernier pour célébrer la Journée mondiale de la Paix, Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, rappelait l'action conduite par l'Organisation pour renforcer le rôle joué par les femmes dans l'édification d'un monde de paix.

Ce rôle a été mis en évidence dès l'an 2000 par la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui appelle à une contribution et une participation des femmes pour rétablir paix et sécurité dans les pays en situation de post-conflit.

Soutien à la recherche

Dans cette perspective, la Section en charge des questions d'égalité des genres et de développement au sein du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO mène un travail actif pour favoriser le renforcement des mécanismes institutionnels et des capacités de promotion et de protection des droits de la femme et l'égalité des genres. Parmi les principales actions mises en œuvre : le soutien au développement de programmes universitaires sur ces thématiques et la recherche orientée vers la définition des politiques publiques.

Une réunion organisée les 29 et 30 août derniers à Pretoria (Afrique du sud) a été l'occasion de réaffirmer la pertinence de cette orientation. Les participants ont ainsi rappelé la nécessité de l'engagement de l'UNESCO en faveur de l'établissement d'un centre de recherche et de documentation pour les femmes dans la région des Grands Lacs, ainsi que du soutien à la recherche pour le développement de politiques publiques sur la dynamique des genres.

Des projets en Afrique et en Palestine

Projet de création d'un centre de recherche et de documentation sur les femmes en Afrique, à Kinshasa (République démocratique du Congo), soutien à un réseau régional d'études sur les femmes et de recherche sur le genre, mise en place du projet « Droits des femmes pour la paix et la sécurité dans les démocraties africaines en post-conflit », sont autant de projets initiés ou soutenus par l'UNESCO dans une région du monde où aucun développement durable ou paix durable n'est envisageable sans une complète égalité des droits entre les hommes et les femmes.



Installé à Ramallah depuis 2005, le Centre palestinien de recherche et de documentation sur les femmes a déjà publié de nombreuses études et mené des ateliers de formation.

Symbole de cette volonté d'être au plus près des réalités, là où le besoin se fait le plus sentir, le Centre palestinien de recherche et de documentation sur les femmes (PWRDC) a réuni, pour la première fois, son Conseil d'administration le 19 juin 2007. Cette réunion a permis la signature d'un nouveau protocole d'accord entre l'UNESCO et le ministère de la Condition féminine de l'Autorité nationale palestinienne sur les orientations du centre, faisant suite à un premier protocole, signé en 2005, qui avait permis la mise en place de ce projet spécial de l'UNESCO. ➡



Zahira Kamal,
directrice du Centre
palestinien de recherche
et de documentation
sur les femmes.

service de la paix

➔ Ce type de centre, premier à avoir été établi dans un pays arabe en dehors du Maghreb, joue un rôle important d'observatoire et de pôle-ressources. Il contribue dans le même temps au développement des capacités humaines et institutionnelles dans les organisations gouvernementales ou non-gouvernementales et apporte son soutien aux chercheurs, aux étudiants ainsi qu'aux différents décideurs qui travaillent sur les questions relatives aux femmes.

Le centre, depuis sa création, mène en parallèle des recherches, des publications en tous genres, des activités de sensibilisation et différents ateliers de formation.

Son expansion devrait se poursuivre avec 1 million de dollars US alloués par la Norvège et un soutien financier continu du Fonds des Nations Unies pour la population et de l'UNESCO. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Eunice Smith, e.smith@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 43 82
Zahira Kamal, directrice du Centre palestinien de recherche
et de documentation sur les femmes (PWRDC), z.kamal@unesco.org
Site web du PWRDC : www.pwrdc.org

OUTILS



**At the Heart of Armenia
(Au cœur de l'Arménie)
est un nouveau journal, créé
grâce au soutien du bureau
de l'UNESCO à Moscou,**
qui contient des articles
analytiques et scientifiques
rédigés par des experts sur
les problèmes de genres.

Édité par l'ONG *Centre of Democracy and Law*, en coopération avec l'Institut de défense des droits humains de la République d'Arménie et le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, ce bulletin vise à renforcer la conscience sur les droits des femmes en Arménie et à partager les expériences et meilleures pratiques développées notamment en Europe. ¶

Ce journal est téléchargeable sur le site web du bureau de l'UNESCO à Moscou : <http://www.unesco.org>

ZOOM



Manille a la tête d'un réseau mondial de recherche sur les femmes

À l'occasion d'une réunion, organisée les 25 et 26 juillet derniers, par la Commission nationale des Philippines et le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, à l'Université Miriam de Manille, un réseau international de recherche sur les femmes et l'étude des genres a été officiellement constitué.

Ce réseau formalise la volonté d'intensifier la participation d'experts internationaux dans le travail du secteur, de renforcer capacités et coopération intellectuelles à travers le monde et enfin de promouvoir une réflexion critique sur les problématiques et tendances émergentes relatives aux droits des femmes et à l'égalité des genres.

Les participants, issus d'universités proposant enseignement ou recherche sur ces thématiques, en Afrique du Sud, Argentine, Australie, Corée du sud, Costa Rica, États-Unis, Kenya, Liban, Maroc, Ouganda, Palestine, Philippines, République de Trinité et Tobago, Royaume-Uni et

Turquie, ont ainsi adopté un programme d'action dont l'ambition est de favoriser une approche intégrée des questions relatives au genre dans l'ensemble du programme des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, de soutenir le développement de formations de référence dans les programmes d'enseignement relatifs aux femmes et aux questions de genres, et, enfin, de développer des outils méthodologiques pour permettre un dialogue entre recherche et politique. L'Université de Miriam assurera la coordination de ce nouveau réseau pour les deux prochaines années et invitera, dans les prochains mois, des experts de l'Afrique francophone, d'Asie centrale, du Brésil, d'Espagne, d'Europe de l'Est, de l'Inde, du Québec et de la Scandinavie à rejoindre le réseau. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Eunice Smith, e.smith@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 43 82

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. » Cette conviction, inscrite dans l'Acte constitutif de l'UNESCO confère à l'Organisation une fonction de veille intellectuelle, éthique et stratégique que le Secteur des sciences sociales et humaines s'efforce de renforcer, en favorisant le rôle de Forum et de « laboratoire d'idées » de l'Organisation. À travers la production et la diffusion d'études prospectives, le soutien à la recherche et à l'enseignement de la philosophie, l'organisation de la Journée mondiale de la philosophie ou encore le développement de conférences favorisant le dialogue entre les civilisations, l'UNESCO entend ainsi contribuer à une meilleure prise en compte des sciences humaines et de la réflexion philosophique comme « une école de la liberté » sans laquelle il n'est pas de compréhension ni de respect mutuels.

Célébration de la Journée mondiale de la philosophie en Turquie

Inscrite depuis 2005 au calendrier des Journées mondiales, mais célébrée depuis 2002 chaque 3^e jeudi du mois de novembre, la Journée mondiale de la philosophie est, cette année encore, l'occasion de multiples manifestations dont la principale se tient à Istanbul.

Le jeudi 15 novembre 2007 étant le 3^e jeudi du mois de novembre, c'est à cette date que sera « officiellement » célébrée cette année, sur tous les continents, la Journée mondiale de la philosophie.

L'inscription d'une date fixe au calendrier des célébrations internationales n'empêche cependant pas chacun de promouvoir, avant ou après ce fameux jeudi, la réflexion philosophique. À l'image de la pensée que l'on ne saurait emprisonner, l'initiative de l'UNESCO est avant tout une proposition dont chacun se saisit comme il l'entend.

C'est ainsi qu'à l'invitation des autorités turques l'événement « phare » de cette célébration se tiendra les 22 et 23 novembre 2007, à Istanbul, où avait été organisé en 2003 le 21^e Congrès mondial de philosophie sur le thème de « La philosophie face aux problèmes mondiaux » et où se sont déroulées, en mai dernier, les 15^{es} Olympiades internationales de la philosophie.

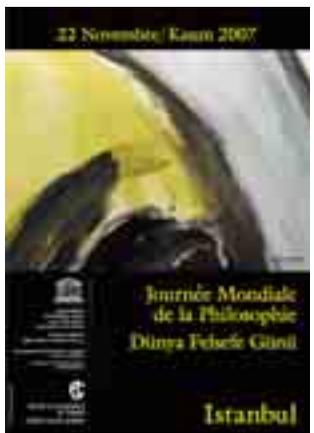
Conférence et tables rondes à Istanbul

Co-organisée par l'UNESCO et la Société philosophique de Turquie, cette célébration sera ouverte par une conférence magistrale qui permettra de s'interroger sur « Dialogue : entre qui, sur quoi ? ». Par la suite, cet événement majeur sera précisément l'occasion de favoriser le dialogue entre des publics divers autour de multiples tables rondes auxquelles participeront des philosophes venus du monde entier.

Dans un pays qui a vu naître de nombreux penseurs ayant marqué l'histoire de la philosophie, ces tables rondes permettront de confronter les opinions sur des thèmes d'actualités tels que « Les fondements philosophiques de la paix et des droits de l'Homme : où en sommes-nous ? », « Perspectives critiques des tendances actuelles du subjectivisme et du relativisme, et leurs conséquences », ou

encore « Le rôle que les femmes philosophes pourraient jouer dans le modelage du futur de l'humanité ». Une table ronde sera spécialement consacrée à la question « Comment la coopération intellectuelle internationale peut renforcer le système des Nations Unies ? ».

D'autres manifestations rythmeront ces deux journées, parmi lesquelles un hommage aux philosophes Alan Gewirth, Richard Rorty et Iris Marion Young, des « cafés philosophiques », plusieurs expositions et une foire aux livres. Cet événement sera également l'occasion de présenter officiellement le premier état des lieux jamais publié sur l'enseignement de la philosophie et l'apprentissage du « philosopher » dans le monde, réalisé par l'UNESCO à la demande de ses États membres.¹



Colloques et activités dans le monde

Au siège de l'Organisation, un rapport sur « La philosophie dans le monde à l'école primaire » aura été présenté quelques jours tôt à l'occasion d'un colloque célébrant la Journée mondiale de la philosophie, le 14 novembre 2007. Sur le thème « Pratiques philosophiques à l'école primaire : état des lieux et propositions pratiques », ce colloque aura été ouvert par une présentation de la stratégie intersectorielle de l'UNESCO en matière de philosophie, avant que les participants ne se répartissent en quatre ateliers puis se retrouvent pour une séance plénière de synthèse.

Dans une grande majorité de pays, à l'instar des éditions précédentes, des activités diverses seront organisées, impliquant les Commissions nationales, les bureaux hors Siège de l'UNESCO, les universités, les centres de recherche, les ONG spécialisées, etc. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
La Section sécurité humaine, démocratie et philosophie,
philosophy&human-sciences@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 52
Site web : www.unesco.org/shs/fr/philosophy

¹ *La philosophie, une école de la liberté. Enseignement de la philosophie et apprentissage du philosopher : état des lieux et regards pour l'avenir*, ouvrage collectif publié aux éditions UNESCO en anglais et en français.

1^{re} conférence générale en Amérique latine

Après un an de fonctionnement, la Coalition des villes d'Amérique latine et des Caraïbes contre le racisme organisait à Montevideo (Uruguay), les 25 et 26 septembre derniers, sa première conférence générale annuelle, durant laquelle plusieurs questions thématiques et institutionnelles devaient être soulevées.

À côté de plusieurs panels sur divers problèmes relatifs aux discriminations dans la région, les participants devaient procéder à l'élection du Comité de direction de la coalition et adopter officiellement les statuts internes de

ce réseau régional. Un plan d'action à mettre en œuvre par les 200 membres de la coalition pour lutter contre les ghettos dans leurs municipalités respectives devait également être présenté réseau régional. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Marcello Scarone Azzi**, m.scarone@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 41 96



© R. Russo / UNESCO

Coalitions contre le racisme : 13 villes s'engagent au Canada

Le 1^{er} juin 2007, à Calgary, à l'occasion du Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), 13 municipalités se sont rencontrées pour signer une Déclaration qui affirme leur engagement contre le racisme et les discriminations et leur désir de s'unir pour partager les leçons apprises. Il s'agit des villes de Brooks, Calgary, Drayton Valley, Edmonton, Gatineau, Halifax, Lion's Bay, Montreal, Oshawa, Thunder Bay, Toronto, Windsor et de la région de Wood Buffalo et Fort McMurray.

Selon David A. Walden, Secrétaire général de la Commission canadienne pour l'UNESCO, « Ces municipalités vont échanger des exemples d'actions concrètes qui contribuent à rendre la vie dans les communautés plus équitables et engagent tout le monde à participer pleinement. Elles font désormais partie de la Coalition internationale des villes contre le racisme et les discriminations de l'UNESCO. » ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Judith Morohashi**, j.morohashi@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 44 62

Une initiative en faveur de la Corne de l'Afrique

Comme nous l'annoncions dans *SHS Regards* n°15, un Forum indépendant sur l'avenir de la Corne de l'Afrique sera officiellement lancé à l'occasion d'une conférence internationale qui se tiendra, du 12 au 15 novembre 2007, à Djibouti, juste après qu'un atelier, organisé du 10 au 12 novembre, aura permis de définir les méthodologies et les approches qui seront développées par ce Forum.

Cette initiative intitulée « Horizon de la Grande Corne » vise à offrir un cadre approprié aux chercheurs, intellectuels, leaders d'opinion et décideurs politiques pour échanger leurs idées, leurs résultats scientifiques et leurs points de vue sur les problèmes présents et futurs de cette région la plus à l'est du continent africain. Né des souhaits et préoccupations exprimés par nombre d'intellectuels des pays de la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée, Djibouti, Kenya, Somalie, Soudan et Ouganda), ce Forum vise à contribuer à l'élaboration de réponses politiques aux problèmes pressants de la région qui seront mutuellement acceptées.

Il aspire notamment à :

- construire un consensus fort sur une vision de long terme en faveur de la stabilité, du développement durable et de l'intégration régionale ;

- produire des études et des analyses susceptibles de contribuer à la formulation des politiques proactives répondant aux nouveaux défis de la région ;
- inciter les universités et les centres de recherche à conduire des études centrées sur les principaux courants dans la région en utilisant des approches prospectives. Localisée à Djibouti, le Forum entend ainsi soutenir l'Autorité intergouvernementale pour le Développement (IGAD) et les gouvernements de la Corne de l'Afrique par une recherche multidisciplinaire et le renforcement du dialogue entre chercheurs et décideurs politiques. Son principal objectif est de faciliter la formulation et la mise en œuvre de politiques d'intégration régionale favorables au développement et à la coexistence pacifique des populations.

Sortir de la culpabilisation

La principale originalité de cette initiative dans l'analyse des questions régionales est de vouloir mettre l'accent sur des approches prospectives par modélisation. Elle encouragera ainsi les échanges permettant de dépasser l'analyse habituelle du passé et du présent et d'explorer les différents scénarios possibles pour les décennies à venir. Se démarquant du « jeu de culpabilisation », cette initiative vise à focaliser sa recherche sur les points communs des peuples de la région, afin de promouvoir une conscience publique du besoin de réfléchir en termes régionaux, et améliorer les capacités en développant des stratégies communes orientées vers des réponses politiques.

Parmi les activités prévues dans le cadre de « L'horizon de la Grande Corne » : des séminaires biannuels de recherche-politique pour discuter sur des thèmes liés à l'intégration régionale, la publication et la large diffusion des études et des documents d'orientation politique, l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités et le lancement d'un site web incluant un journal électronique trimestriel. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Max Schott**, m.schott@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 01



© Y. Hadar / Banque mondiale

Un camps de réfugiés au Soudan.

Dossier

© Toutes les photographies: C. Bruine-Coppert / UNESCO, sauf ONU - M. Gatten / ONU photo



Dialogue



Quel rôle pour l'UNESCO ?

Dossier coordonné par
Irakli Khodeli et John Crowley,
rédacteur en chef de la *Revue
Internationale des Sciences Sociales*.

Pour plus d'informations,
merci de contacter :

Irakli Khodeli, i.khodeli@unesco.org,

tél. : +33 1 45 68 44 33

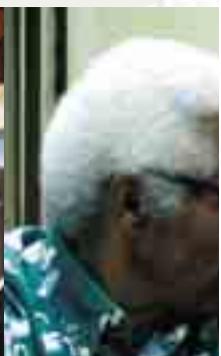
John Crowley, j.crowley@unesco.org,

tél. : +33 1 45 68 38 28



Un service de recherche en ligne :
www.unesco.org/shs/most

Dans le cadre de sa plateforme de connaissances au service de l'élaboration des politiques publiques, l'UNESCO lancera, dès l'automne 2007, un outil innovant de recherche et d'information sur les politiques sociales. Accessible gratuitement sur le site web de l'Organisation, celui-ci vise à encourager la mise en place de nouveaux modes de décision, basés sur des faits concrets en lien direct avec les situations vécues. Il permettra à l'utilisateur de produire des rapports comparatifs « à la carte » en se servant de matériel pertinent pour l'élaboration des politiques sociales, selon un lieu et une thématique spécifique. Le service sera d'abord disponible en anglais et en français, avant d'être étendu aux autres langues de travail des Nations Unies.





entre chercheurs et décideurs :

Les décideurs d'aujourd'hui sont confrontés à une tâche difficile : traiter des problèmes complexes dans un environnement en mutation rapide. Qu'il s'agisse de réaliser les objectifs de développement de la communauté internationale – tels les Objectifs du millénaire pour le développement – ou qu'il s'agisse de répondre à la rapidité des transformations sociales, les décideurs ont toujours plus besoin des savoirs et des expertises produites par la recherche universitaire. Et les chercheurs ne dépendent pas moins des décideurs : ce sont les réactions de ceux-ci qui assurent que le travail intellectuel reste pertinent pour les enjeux concrets qui touchent les sociétés. Force est de constater que ces deux mondes ne se distinguent pas spontanément : on ne compte plus les politiques publiques qui ont échoué faute d'avoir tenu compte des savoirs existants des sciences sociales.

Forte de sa spécificité intellectuelle, l'UNESCO ambitionne de réunir chercheurs et décideurs afin de renforcer la capacité des États membres à faire face à leur responsabilité essentielle : assurer le bien-être de leurs citoyens. C'est le Secteur des sciences sociales et humaines qui gère cette ambition, dans le cadre, notamment, du Programme sur la gestion des transformations sociales, « MOST » selon son intitulé anglais...

Une table ronde de ministres pour favoriser le développement social

Les 16 et 17 juillet derniers, 19 ministres du Développement social se sont réunis à l'occasion d'une table ronde tenue au siège de l'UNESCO à Paris. Discours, présentations, interviews mais également conversations informelles avaient pour objet l'établissement et le renforcement des liens entre recherche et politique. Tous se sont accordés sur la nécessité de rapprocher les mondes de la recherche scientifique et de l'action politique. Pour comprendre l'essence de ces liens et leur importance pour les différents pays : retour sur les idées exprimées par les ministres au cours de cette rencontre...

La table ronde des ministres se déroulait lors de la 8^e session du Conseil intergouvernemental du programme MOST. Les ministres du Développement social d'Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Égypte, Equateur, Grèce, Iran, Malaisie, Maroc, Monténégro, Ouganda, Pakistan, République Dominicaine, Sainte Lucie, Sénégal, Sri Lanka,

Syrie et Venezuela ont échangé leurs expériences respectives, notamment sur les bénéfices qu'une relation plus soutenue entre recherche et politique pourraient apporter à leurs pays.

À l'issue des débats, une même conviction s'imposait : il est nécessaire de renforcer les liens entre chercheurs et décideurs politiques en réponse aux transformations sociales engendrées par le phénomène de mondialisation. Il revient aux États de promouvoir la santé publique et de cibler les bénéfices sociaux, de répondre à la pauvreté et à l'inégalité. Or, une intervention efficace suppose une connaissance approfondie des réalités économiques et sociales ainsi que des capacités d'anticipation pour l'élaboration de réponses politiques appropriées. Dès lors, l'échange continu entre chercheurs en sciences sociales et décideurs politiques est indispensable.

Qu'entend-on par « développement social » ? Le concept varie d'un pays à un autre, tout comme les structures étatiques chargées de le favoriser. Cependant, Zola Skweyiya, président du Conseil intergouvernemental et ministre du Développement social de l'Afrique 

121 billions

C'est le coût annuel estimé, en dollars us, de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement dans tous les pays en 2006.

1158 billions

C'est en dollars us le montant des dépenses militaires mondiales en 2006.

↳ du Sud, a affirmé que, indépendamment des spécificités régionales et nationales, « tous les gouvernements soucieux du social se préoccupent du développement social ». Pour Johan Scholvinck, directeur de la Division des politiques et du développement social du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, « il faut mettre fin à la césure artificielle entre questions sociales et économiques, qui excluent à tort d'autres problématiques telles que la pauvreté et le chômage du débat qui a lieu au sein du système des Nations Unies sur le développement social ».

Quoi qu'il en soit, les ministres se sont accordés sur la nécessité d'une « approche holiste et intégrée ». Ali Mosselhy, ministre de la Cohésion sociale de l'Égypte, a averti les participants qu'une politique sociale intégrée « n'était plus une option » mais une nécessité. Zola Skweyiya a également rappelé les « défis sans précédent » liés à la mondialisation qui exigent une approche intégrée du développement, face à des enjeux transfrontaliers que chercheurs et décideurs ne peuvent aborder que de manière holiste.

Qui est responsable ?

Les participants à la table ronde ont également souligné les synergies inhérentes au renforcement des liens entre recherche et politique, rappelant qu'une meilleure connaissance des problématiques et processus politiques ne peut qu'enrichir la recherche. Bien souvent, la recherche en sciences sociales peut avoir tendance à s'éloigner de la réalité des phénomènes qui la suscitent et qu'elle peut aider à traiter. Ainsi, une plus grande connexion entre recherche et politique pourrait orienter les scientifiques dans leurs choix de priorités.

On s'est interrogé sur les responsabilités en matière de collaboration harmonieuse entre chercheurs et décideurs : Incombe-t-elle aux gouvernements ou doit-elle être partagée entre pays d'une région ? Pour les représentants de l'Équateur et de l'Argentine, chaque pays est responsable de ses propres politiques et du développement social. En revanche, Syda Bhumba, ministre du Genre, du Travail et du Développement social de l'Ouganda, a montré comment les défis sociaux avaient été mieux pris en charge en Afrique de l'Est grâce à une coopération régionale en vue des Objectifs du millénaire pour le développement.

Une discussion particulièrement intéressante a porté sur l'amélioration de la coopération sur les questions relevant du développement social au sein du système des Nations Unies. Les participants ont souligné que des organisations telles que l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD, Genève) ↳

Pourquoi les travaux de recherche conduits par votre université doivent-ils être davantage pris en compte par les décideurs politiques de votre région ?

BERNARD JOUVE, Chaire UNESCO « Politiques urbaines et citoyenneté », Université de Lyon, France

« Notre Chaire a précisément pour ambition d'analyser les processus socio-politiques et les dispositifs juridiques à travers lesquels de nouvelles revendications émanant de la société civile viennent remettre en question le mode de fonctionnement classique des institutions urbaines jusque là centrées sur les élus locaux et leur technocratie. Elle réserve donc aux élus une place particulière dans le dispositif général. Ils peuvent ainsi mobiliser ses travaux pour nourrir leurs réflexions sur le contenu des politiques de leurs institutions respectives. Des ateliers de sensibilisation des élus et des conférences sont par ailleurs organisés afin de permettre une meilleure circulation des expériences locales. » ¶

3 questions à... Heide Hackmann

Pour la Secrétaire générale du Conseil international des sciences sociales, 4 domaines exigent une meilleure coordination recherche/politique.

Dans quels domaines, selon vous, une meilleure intégration des savoirs des sciences sociales pourrait-elle conduire à des processus politiques significativement améliorés ?

Cela varie beaucoup d'un pays à l'autre. Dans certains cas, il existe une forte tradition d'engagement des sciences

sociales dans l'action publique, alors qu'ailleurs il y a grand besoin de processus politiques qui en tiennent mieux compte, notamment en matière de politiques et de développement sociaux. Partout, cependant, quatre domaines exigent une meilleure intégration :
Le changement climatique : Comment enclencher, rapidement, une réponse coordonnée ? Comment faire la part des diversités géopolitiques et des inégalités globales ? Comment réconcilier l'opinion publique et la volonté d'action des politiques ?

La gestion des conflits : Les cas de l'Afghanistan, de l'Irak, du Soudan, d'Israël/Palestine, et de bien d'autres, démontrent la mauvaise relation entre connaissances et action, qui conduit à des situations pires que prévues et pires qu'elles n'auraient dû l'être. Comment les savoirs sont-ils et devraient-ils être utilisés, et qu'ignorons-nous ?

La pauvreté : On progresse globalement sur le premier des OMD, mais dans bien des régions les avancées sont minimes. Pourquoi ? Comment aider à mieux faire ?
La santé, dont l'illustration la plus ↳

➔ et l'Institut des Nations Unies pour l'étude comparative des processus d'intégration régionale (UNU-CRIS, Bruges) possèdent une expertise et une expérience des politiques de développement social au titre desquelles elles devraient être associées à ces réseaux recherche/politique.

Une priorité : les peuples

Plusieurs ministres des pays en développement ont rappelé l'importance des systèmes de recherche nationaux, qui sont directement exposés aux problèmes liés au développement social sur le terrain. Les ministres ont ainsi vivement encouragé le programme most à s'engager pour un renforcement des capacités dans leurs pays afin d'y resserrer les liens entre recherche et politique.

En fin de table ronde, plusieurs points ont indiqué un consensus possible entre les participants. Tout d'abord, chacun convient que le développement social exige de faire des peuples une priorité. De même, plus ouvertes seront les portes des institutions étatiques aux organisations de la société civile, plus efficaces seront les politiques formulées pour répondre aux problèmes concrets. Enfin, les participants se sont accordés sur le fait que, face à la mondialisation, les gouvernements ne peuvent plus résoudre seuls les problèmes sociaux : c'est en s'appuyant sur les expériences des autres gouvernements et sur les scientifiques que des politiques efficaces pourront être élaborées. ¶

Mebrak Tareke

14

C'est le nombre d'accords d'intégration sous-régionale en Afrique.

➔ dramatique est peut-être la pandémie du VIH/Sida : La question est à nouveau de savoir pourquoi les gens n'agissent pas, alors qu'ils savent, et comment traiter ce déficit.

Qu'est-ce que les professionnels des sciences sociales devraient faire qu'ils ne font pas pour contribuer à la relation entre recherche et politiques ?

Les sciences sociales ne relèvent pas de l'ingénierie. Il n'y a aucune traduction directe des « résultats » des scientifiques en « mesures » que les politiques essaieraient de mettre en œuvre. Chercheurs et décideurs doivent admettre



« Il s'agit aussi de réfléchir de manière critique à l'action publique. »

que la pertinence et la contribution au lien entre recherches et politiques ne sont pas qu'une question de résultats de recherche. Il s'agit aussi de reprendre l'espace dans lequel on peut réfléchir de manière critique à l'action publique.

Comment les agences de financement et les instances professionnelles peuvent-elles favoriser la circulation des savoirs des sciences sociales entre recherche et politique ?

Souvent, la communication échoue entre chercheurs en sciences sociales et décideurs. On peut faire beaucoup en stimulant leurs interactions. Il faut à ➔



© C. Bruno-Caprett / UNESCO

Recommandations du Conseil intergouvernemental du programme most

La 8^e session du Conseil intergouvernemental (CIG) du programme most, qui s'est tenue à Paris, du 16 au 18 juillet 2007, a été consacrée à la deuxième revue biennale de la phase du programme 2004-2013. Le CIG, composé de 35 États membres et qui se réunit tous les deux ans, a élaboré une série de recommandations pour un renforcement du programme most. Ces recommandations concernent la substance du programme et les moyens de favoriser et renforcer les espaces de dialogue, tels que les forums régionaux des ministres

du développement social. En matière de structure et de gouvernance du programme, les recommandations encouragent le Directeur général à renforcer le programme most et à lui fournir le soutien nécessaire, dans l'objectif de renforcer sa capacité à promouvoir l'interface entre recherche et politique en relation avec les transformations sociales. Au vu des objectifs ambitieux du programme most, le CIG a encouragé la Conférence générale de l'UNESCO à lui attribuer des ressources financières et humaines adéquates. ¶

Les *Think tanks*, médiateurs entre science et action

Lier le monde de la recherche à celui des politiques est un des objectifs phares du programme des sciences sociales de l'UNESCO. Partout, des groupes appelés *think tanks* partagent le même projet.

Les avis divergent quant au premier *think tank* : L'Institut d'études sur la défense et la sécurité (RUSI) fondé en 1831 au Royaume Uni et l'Institution Brookings, établie aux États-Unis en 1916 sont parmi les prétendants. De même, le terme *think tank*, parfois contesté, n'a pas d'équivalent dans de nombreuses langues.

Diversité de taille et d'influence

La terminologie souligne les difficultés d'une définition exacte. « Groupe de recherche spécialisé sur une problématique spécifique visant la participation au processus décisionnel politique » permet de saisir certains aspects de ces organisations mais échoue à rendre compte de leur diversité au niveau mondial.

Diversité de taille et d'influence tout d'abord, qui s'exprime par le fossé budgétaire qui sépare les 100 millions de dollars de la Heritage Foundation, des 1,5 millions d'euros à disposition de Confrontation Europe, basé à Bruxelles. Diversité de thèmes abordés ensuite, alors que les grands *think tanks* tels que NIRA au

Japon traitent de questions tant économiques que politiques, sociétales, administratives ou encore liés à l'État providence, d'autres à l'image de la Fondation écologique de Nouvelle-Zélande se concentrent sur une problématique en particulier. Diversité de sensibilités politiques enfin, la Fundacion para el Analisis y los Estudios Sociales est affiliée au Parti populaire espagnol, la Fondation Jean Jaurès est proche du Parti socialiste français, la Fondation Heinrich Böll est associée au parti Vert allemand.

Malgré ces différences, toutes concourent au même projet : la création d'espaces de dialogue. En effet, tous ces groupes s'efforcent de réunir les acteurs de la recherche (universitaires, chercheurs, intellectuels) et ceux de la politique (élus, militants ou syndicalistes). Par le biais de séminaires ou de conférences, les *think tanks* offrent un espace de confrontation d'idées et d'expériences, à l'interface entre les mondes de la réflexion et de l'action,

entre la société civile et les décisionnaires. Par l'implication des citoyens, les *think tanks* pallient ainsi les déficits démocratiques et redonnent au débat public le rôle dans la décision politique qu'il mérite.

Dépasser les clivages

Ont-elles une réelle influence sur les politiques nationales ? Les liens directs que certaines entretiennent avec les pouvoirs en place laissent à penser que oui. Mais ces liens permettent-ils d'assurer l'expression du pluralisme des idées ? Selon Michel Maso, directeur de la fondation Gabriel Péri en France, une des manières de dépasser les clivages serait de favoriser une interaction entre les différents *think tanks* à travers le monde, à l'image de la rencontre internationale qui doit avoir lieu fin 2008 entre la fondation Péri, la fondation allemande Rosa Luxemburg et des instituts de recherche chinois. ¶

Bettina Reveyron

Pourquoi les travaux de recherche conduits par votre université doivent-ils être davantage pris en compte par les décideurs politiques de votre région ?

FOUZIA RHISSASSI, Co-titulaire, Chaire UNESCO « La femme et ses droits », Université Ibn-Tofail, Kenitra, Maroc

« Cela n'a pas toujours été le cas, mais aujourd'hui tout le monde mesure bien que les enjeux pour le Maroc tournent autour de la recherche scientifique et surtout de la recherche-action. L'université se trouve investie d'une double mission : participer au développement socio-économique et culturel et œuvrer à la mise en place de structures et d'une dynamique propices en formant une élite capable de piloter ces efforts. Ainsi, la chaire UNESCO a contribué à la création d'une dynamique à travers la thématique transversale : « les femmes et leurs droits ». Elle a développé, pour les autorités régionales, des tableaux de bord et des indicateurs pour lutter contre la pauvreté et la précarité des femmes et elle finalise actuellement un programme d'activités et de recherche avec les femmes détenues, destiné à favoriser la réinsertion. » ¶

➔ cet égard dépasser le modèle de la recherche contractuelle pour explorer d'autres modalités : séminaires, académies, formation continue, échanges, jumelages. Dans les manifestations « montrer et raconter » conjointes, les deux parties se rassemblent : les chercheurs montrent leurs résultats alors que les politiques expliquent en quoi ces connaissances sont souvent insuffisantes pour résoudre leurs problèmes pratiques. Ainsi, chacun est sensibilisé aux préoccupations et aux problèmes de l'autre. ¶

Propos recueillis par John Crowley

Des priorités régionales émergentes

En russe, *most* signifie « pont ». Le programme de l'UNESCO sur la gestion des transformations sociales (*Management of Social Transformations* en anglais) s'occupe précisément de construire des ponts entre gouvernements et chercheurs en sciences sociales. Il s'agit de favoriser les échanges de savoirs dans les domaines les plus divers : lutte contre la pauvreté, renforcement du rôle de l'État dans le développement social, promotion de la sécurité humaine, intégration régionale et vieillissement démographique.

Le monde change plus vite que jamais. Des macro-tendances puissantes (mondialisation, avancées scientifiques et technologiques) transforment les paysages sociaux, économiques, culturels et politiques. Les conséquences sont disparates, entre sociétés comme au sein de chacune d'elles. C'est donc une responsabilité accrue qui incombe aux gouvernements : celle de gérer les transformations sociales au profit de tous leurs citoyens, par des politiques qui réduisent les risques et optimisent les bénéfices pour tous.

Des politiques efficaces supposent des savoirs solides : voila l'idée fondamentale du programme *most* de l'UNESCO. En créant et en renforçant les liens entre chercheurs en sciences sociales et décideurs politiques, le programme joue un rôle unique. Il mobilise la matière grise des universités, des *think tanks*, des associations pertinentes de la société civile et des institutions gouvernementales au service de politiques informées, scientifiquement solides et étayées par des données empiriques.

Si chacun admet que la recherche en sciences sociales devrait être davantage prise en compte dans l'action publique, les priorités varient en pratique beaucoup d'une région à l'autre. Quand on regarde les grandes tendances sociales qui touchent les sociétés des différentes régions du monde, on voit émerger des domaines prioritaires : ceux où l'on aurait particulièrement avantage à un dialogue nourri entre sciences sociales et décideurs.

L'Afrique : se renforcer dans l'unité

Imaginons un continent dont les habitants ont en commun une expérience historique et le sentiment d'une destinée. Malgré la diversité profonde des paysages culturels et politiques, la même monnaie circule et la politique monétaire est définie par une même banque centrale. Chacun a le droit de traverser les frontières, de s'installer, de vivre et de travailler où il veut. La constitution accorde à chaque citoyen du continent les mêmes droits ; chacun détient le même passeport et élit des représentants qui siègent dans la même législature régionale. Bienvenu en Afrique en 2023 !

Cette vision d'une Afrique unie, on la trouve dans le traité d'Abuja qui instaure la Communauté économique africaine, donnant ainsi corps à la volonté africaine de se transformer d'un continent d'économies distinctes – en développement ou parmi les moins avancées – à un ensemble de nations puissant et uni.

Aujourd'hui, cependant, la carte politique de l'Afrique est divisée en plus de 50 États distincts. Pourtant, les frontières souveraines que les peuples et les États africains ont reçu, dans les années 1950 et 60, des anciennes puissances coloniales offrent un cadre peu adéquat pour traiter des problèmes pressants qui font fi des frontières : l'extrême pauvreté, le conflit et l'insécurité, la transmission des maladies évitables, la dégradation environnementale.

Certes, la réalité des États souverains, fondements du système multilatéral, ne disparaîtra pas de si tôt. En revanche, il existe une solution éprouvée pour dépasser les problèmes posés par les limites de la

souveraineté : l'intégration régionale. Dans de nombreuses régions du monde, dont l'Afrique, ce processus rapproche les États souverains au sein d'unions économiques et politiques.

Comment le continent africain peut-il, grâce à l'intégration régionale, mettre fin à la pauvreté et promouvoir la sécurité humaine ? La réponse, ce sont les données empiriques qui attestent du potentiel qu'à l'intégration régionale d'optimiser les capacités des gouvernements nationaux à pourvoir aux besoins sociaux de leurs populations.

Tout d'abord, l'intégration peut donner aux États une capacité de négociation accrue dans les relations économiques, ce qui peut leur permettre d'obtenir des résultats plus favorables dans les discussions commerciales. Ensuite, la mutualisation des ressources et l'exploitation des avantages comparatifs, l'intégration régionale peut favoriser des solutions communes et l'usage optimal des ressources en tirant parti d'institutions universitaires locales susceptibles de contribuer à la production et à l'échange des savoirs.

En outre, les liens économiques et politiques créés entre les pays par l'intégration régionale peuvent exclure la violence, trop coûteuse, comme moyen de résolution des différends. C'est vital pour l'Afrique. En effet, les conflits y ont détourné les ressources qui pouvaient revenir aux efforts de développement et ont empêché les États de participer pleinement aux activités des communautés économiques régionales. Il y a des raisons empiriques de penser que des contacts politiques réguliers entre États membres d'organisations régionales favorisent la confiance mutuelle et la coopération, y compris sur les questions de sécurité. ➔

10% et **22%**

C'est la part de la population mondiale âgée de plus de 60 ans en 2005 et la part estimée en 2050.

81 millions

C'est le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes.

↳ Les États arabes : le développement par l'autonomisation

Dans les zones prospères de la région arabe, la naissance est en général accompagnée par un professionnel de santé. La mère et l'enfant ont une très forte probabilité de survie. Le nouveau-né aura vraisemblablement une enfance en bonne santé, un accès aisé à l'école, des conditions favorables à un enseignement supérieur de qualité et une capacité financière qui le mettra à l'abri, toute sa vie, de la pauvreté et de la faim. L'espérance de vie à la naissance y est nettement supérieure à 70 ans.

Dans la même région, mais dans un pays moins développé, l'enfant naîtra sans présence de personnel médical. Il n'est pas sûr d'atteindre l'âge d'un an, ni *a fortiori* celui de cinq ans. L'enfant, s'il survit, n'accèdera probablement pas à l'école primaire, sans parler de l'enseignement supérieur ; il vivra une vie écrasée par la misère et l'exclusion sociale. L'espérance de vie à la naissance n'y dépasse pas 50 ans.

Si les États arabes, sur deux continents, partagent un héritage culturel et spirituel commun, la disparité est extrême du point de vue de la plupart des indicateurs sociaux et économiques. Pourtant, on peut réduire voire éliminer les écarts. Il faut pour cela des interventions politiques efficaces, porteuses de développement social durable dans toute la région. Ce qui suppose que la société civile participe activement à leur conception et à leur mise en œuvre : institutions universitaires, associations, *think tanks*, groupes d'intérêt, associations professionnelles et autres acteurs incontournables. Or, pour pouvoir participer, il faut que les groupes

marginalisés et vulnérables de la société accèdent à l'autonomie politique et économique.

On peut regretter à cet égard que les femmes y soient pour l'essentiel exclues de la participation au développement de leurs sociétés :

- Environ 44 millions de femmes adultes, soit près de la moitié d'entre elles, ne savent ni lire, ni écrire ;
- Des 13 millions d'analphabètes parmi les jeunes de 14 à 24 ans, 8,5 millions sont des femmes ;
- Les femmes ne détiennent que 9 % des sièges dans les parlements nationaux des pays arabes.¹

L'absence de femmes décideurs dans les pays arabes ne paraît pas dépendre des niveaux de revenus ou de prospérité économique. À n'en pas douter, le fait que les femmes soient largement exclues du pouvoir et marginalisées entrave les perspectives de développement dans la région.

Quoique lentement, la tendance s'améliore. Dans quatre pays dépourvus de femmes parlementaires avant 2000, il y en a désormais. Certains pays arabes ont étendu le droit de vote aux femmes. En Algérie, à Djibouti, en Irak, en Jordanie, au Maroc, au Soudan, en Tunisie, on crée des dispositifs et on procède à des nominations ministérielles visant à renforcer les capacités de participation politique des femmes.

.....
Pourquoi les travaux de recherche conduits par votre université doivent-ils être davantage pris en compte par les décideurs politiques de votre région ?

SONIA MONTECINO AGUIRRE, Chaire UNESCO d'études de genre, Université du Chili

« Les recherches universitaires du Centre interdisciplinaire d'études générales à l'Université du Chili informent et orientent les politiques nationales, notamment dans la santé. Nous travaillons directement avec les instances gouvernementales pour produire des solutions politiques fondées sur la recherche contre les discriminations ethniques et raciales et les inégalités qui en résultent dans la région. Deux exemples : notre étude "Évaluation participative du programme du Bureau métropolitain occidental sur la santé interculturelle et les peuples autochtones" vise à aider les décideurs du ministère de la Santé ; quant à notre projet "Évaluation d'un plan d'égalité de jeune en perspective autochtone pour la région métropolitaine", il informera le Service national pour les femmes (SERNAM). » ¶

Europe et Amérique du Nord : tirer le meilleur du vieillissement démographique

À mesure que croît la part des personnes âgées dans la population, le vieillissement devient un facteur de plus en plus important de la vie quotidienne. Selon les estimations des Nations Unies, en 2045, pour la première fois dans l'histoire humaine, les plus de 60 ans seront plus nombreux à l'échelle du monde que les moins de 15 ans.²

Peut-être Auguste Comte, philosophe français du 19^e siècle, avait-il tort de considérer que la démographie était un destin. Mais si les tendances démographiques peuvent changer à l'échelle des décennies, la démographie n'est pas moins, pour chaque génération, un facteur de transformation sociale plus puissant que la plupart des autres dynamiques sociales et économiques. Or, c'est l'Europe qui vieillit le plus vite : dès 1995, les plus de 60 ans étaient plus nombreux que les moins de 15 ans. D'ici 2050, ceux-là seront deux fois nombreux que ceux-ci : défi majeur pour l'adaptation sociale et économique des sociétés européennes.

Le souci du vieillissement démographique a déjà suscité de vifs débats sur les meilleures ↳

47,1 %

C'est la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté national dans les pays arabes les moins avancés.

↳ manières d'inverser les tendances ou d'en atténuer l'impact. Quatre orientations principales se présentent : la réforme des systèmes de retraite, l'encouragement de la fertilité, l'immigration de travailleurs, l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées afin de bénéficier du maintien de leur participation sociale.

Les gouvernements européens ont pris conscience du fait que le vieillissement démographique, s'il constitue un défi, est également une chance pour leurs sociétés : les seniors européens offrent un réservoir toujours plus riche de compétences et expériences. Nombre de gouvernements ont déjà mis en œuvre des réformes visant au « vieillissement actif », afin d'assurer la participation des citoyens européens les plus âgés à l'économie et à la société.

Amérique Latine et Caraïbes : défendre les droits humains par la lutte contre la pauvreté

Pour les économistes, la pauvreté se définit souvent par des valeurs matérielles comme l'argent ou les choses possédées. Pourtant, au niveau individuel, la pauvreté est avant tout, au sens le plus fort du terme, un déni de la dignité humaine. Fondamentalement, être pauvre, c'est être privé des ressources, des capacités, des choix, de la sécurité et du pouvoir sans lesquels on ne peut jouir d'un niveau de vie adéquat, ni des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, comme ailleurs, la pauvreté menace gravement les droits et la dignité humaine. Selon les derniers chiffres de la Commission des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la région comprend 209 millions de pauvres, avec un revenu inférieur à 2 \$ par jour, dont 81 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, avec un revenu inférieur à 1 \$ par jour³. Ce sont donc deux vies sur cinq qui y souffrent des conditions indécentes de la pauvreté.

Dans un monde de plus en plus prospère, c'est une obligation morale que de lutter contre la pauvreté chronique. Le défi pour les politiques, les fonctionnaires, les universitaires est de rassembler toutes les ressources en vue de cet objectif. La communauté internationale y répond en faisant de l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim le premier des huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). À l'horizon 2015, la réalisation de cibles quantifiées doit être assurée par une croissance équitable et un développement humain durable.

La région offre de bonnes nouvelles : si les niveaux de pauvreté restent élevés, on note un progrès général de l'action corrective.⁴ Grâce à une réduction de 5,5 points de la proportion des personnes dans l'extrême pauvreté, ce sont 18 millions de personnes qui, de 2002 à 2006, sont sorties de la pire

.....
Pourquoi les travaux de recherche conduits par votre université doivent-ils être davantage pris en compte par les décideurs politiques de votre région ?

DAVID DRISKELL, Chaire UNESCO « Grandir en ville », Département de l'urbanisme, Collège d'Architecture, Art et urbanisme, Université de Cornell, États-Unis

« Notre recherche-action communautaire auprès des jeunes profite non seulement aux communautés où ils vivent (à travers les actions de terrain conduites par les jeunes) mais également aux décideurs dans notre région et au-delà. Dans la ville de New York, nos méthodes éprouvées de recherche-action sont intégrées aux programmes scolaires d'initiation par l'expérience à l'environnement et à l'action communautaire. Au niveau de l'État de New York, nos recherches ont aidé à réorienter plusieurs dispositifs de participation des jeunes. Plus loin, notre travail de terrain au Kenya est utilisé par l'ONU-Habitat pour orienter la mise en œuvre d'une stratégie panafricaine en faveur de la participation des jeunes à l'action communautaire. » ¶

des misères. On peut donc espérer que la région atteigne son objectif de développement, à condition que tous les acteurs internationaux, régionaux, nationaux et locaux unissent leurs efforts et leurs ressources.

Asie-Pacifique : mettre l'accent sur la sécurité humaine

La région Asie-Pacifique est sans égale par son étendue et par sa diversité. Elle comprend les États les plus peuplés (Chine et Inde), en expansion économique rapide, la 2^e économie du monde (le Japon), des communautés humaines sur le toit du monde (Népal, Bhoutan) et une vingtaine de petits États insulaires en développement. Ce sont 60 % de la population mondiale qui y vivent, parmi lesquels les deux-tiers des personnes dans l'extrême pauvreté (800 millions) et plus de la moitié des jeunes (850 millions de 10 à 24 ans).

Si la région dans son ensemble a significativement progressé vers la réalisation des OMD, on y trouve encore trois fois plus d'enfants en insuffisance pondérale et de personnes dans l'extrême pauvreté que ↳

Dossier



➔ dans l'ensemble des autres grandes régions en développement (Afrique subsaharienne, Amérique latine et Caraïbes).⁵

En Asie-Pacifique, les enfants sont particulièrement touchés par la pauvreté. En moyenne, un nouveau né y a deux fois plus de chances qu'en Amérique latine ou dans les Caraïbes de ne pas atteindre l'âge de 5 ans ou de vivre dans l'extrême pauvreté⁶.

Pour réaliser les OMD en Asie-Pacifique, il importe que les ressources limitées des pays en développement soient orientées vers des domaines prioritaires comme l'éducation et la santé. Pourtant, ce sont en général les États dont les indices de développement humain sont les plus faibles qui consacrent relativement le moins de ressources à l'éducation et à la santé⁷.

Dans un autre secteur, en revanche, les États de la région ont fortement accru leurs dépenses, à savoir la défense. Selon une étude récente de l'Institut international de recherche sur la paix, situé à Stockholm (Suède), les deux plus grands importateurs d'armements se trouvent en Asie. La même étude montre que, depuis dix ans, les dépenses militaires dans la région ont augmenté de 45% (128 milliards de dollars en 1996, 185 milliards en 2006). En Asie du sud, qui comprend certains pays les plus pauvres du monde, les dépenses militaires ont pratiquement doublé pendant cette

période⁸. Or, les armes n'apportent pas la paix : l'Asie est depuis trois ans la région qui a le plus grand nombre de conflits⁹.

La priorité donnée aux dépenses militaires suppose une conception étroite et traditionnelle de la sécurité. À l'inverse, on reconnaît toujours plus une idée de sécurité plus large et plus transversale. Elle tient compte des menaces qui résultent de la pauvreté, de la capacité limitée des États, de l'absence d'équité politique et socio-économique, des facteurs environnementaux. Cette perspective remet en cause la priorité donnée aux dépenses militaires comme fondement de la sécurité.

À première vue, ce sont des défis à peine surmontables qui s'imposent aux sociétés du monde. Heureusement, on peut s'appuyer sur le fonds très riche de savoirs et d'expériences que les sciences sociales et l'action publique ont accumulé. On y trouvera des idées pour affronter ces défis, pour atténuer l'impact négatif des transformations sociales et pour en maximiser les bénéfices.

Le programme most vise à promouvoir l'usage optimal de ces savoirs en établissant des relations entre gouvernements d'une même région afin qu'ils puissent partager leurs expériences et apprendre les uns des autres. C'est précisément l'objectif des Forums régionaux de ministres chargés du

Développement social, qui se tiennent régulièrement dans chaque région du monde et ont vocation à s'interrégionaliser. En outre, le programme most favorise un dialogue fécond entre chercheurs en sciences sociales et décideurs à travers des manifestations comme le Forum international sur les relations entre politiques et sciences sociales. À l'avenir, le most s'efforcera de poursuivre, d'approfondir et d'étendre ce dialogue. ¶

Irakli Khodeli

¹ Statistiques sur la représentation par genre du Programme sur la gouvernance dans la région des États arabes, UNDP, 2006.

² *World Population Prospects: the 2006 Revision*, UNDESA, Population Division.

³⁻⁴ *Panorama social de l'Amérique latine 2006*, ECLAC, Nations Unies, Santiago, Chili (Février 2007).

⁵⁻⁶⁻⁷ *The Millennium Development Goals-Progress in Asia and the Pacific 2006*, United Nations Development Programme.

⁸⁻⁹ *SIPRI Yearbook 2007: Armaments, Disarmament and International Security*, The Stockholm International Peace Research Institute, 2007.

Les transformations sociales à l'UNESCO

Si l'UNESCO est mondialement connue pour contribuer à la préservation et la valorisation du patrimoine de l'Humanité, on ignore souvent qu'elle est aussi un observatoire du monde contemporain et un pôle-ressources sur l'analyse des transformations en œuvre dans nos sociétés.

Face à des phénomènes, telle que la mondialisation, qui provoquent des transformations d'une rapidité et d'une ampleur parfois désarmantes, l'UNESCO souhaite en effet réunir les conditions d'une réflexion approfondie afin de doter ses États membres de capacités de gestion appropriées et servir ainsi de plateforme d'échanges en favorisant l'émergence d'un dialogue ouvert sur les questions sociales.

Les transformations sociales à l'UNESCO, sous l'égide de la Division des sciences sociales, de la recherche et des politiques, c'est évidemment la coordination du seul programme intergouvernemental chargé de favoriser l'élaboration de politiques publiques capables de faire face aux mutations du monde contemporain, par l'interface entre les acteurs de la recherche et les décideurs politiques : le programme MOST. Mais les transformations sociales à l'UNESCO

ne relèvent pas des seules sciences sociales stricto sensu. C'est aussi la préservation de l'autonomie de la jeunesse en favorisant la prise en compte des besoins des 15-25 ans dans les politiques publiques. Des espaces de participation leur sont dédiés, dont le Forum mondial des Jeunes qui se réunira les 12 et 13 octobre 2007 (lire page 24/25).

Les transformations sociales, c'est également l'action de l'Organisation en faveur de l'éducation physique et du sport, une manière de favoriser la construction d'un monde pacifié mais aussi d'engager une réflexion et d'encourager des politiques publiques sur les questions éthiques telles que le dopage dans le sport.

Enfin, parmi les transformations décisives de l'époque figurent les nouvelles formes des migrations internationales. Répondant à la recherche pérenne d'une vie meilleure et à des phénomènes globaux comme la mondialisation économique ou le changement climatique, les tendances migratoires somment l'UNESCO d'aider les gouvernements à protéger les droits des migrants et à favoriser leur intégration.

Au titre des transformations sociales, l'UNESCO travaille aussi à plusieurs niveaux sur la gestion des espaces urbains, ce qui implique de favoriser des politiques qui respectent, protègent et promeuvent l'inclusion et la cohésion sociales. ¶

8 millions

C'est le nombre de vies humaines que l'on pourrait sauver chaque année en investissant 57 milliards de dollars US dans l'action sanitaire de base.

Pourquoi les travaux de recherche conduits par votre université doivent-ils être davantage pris en compte par les décideurs politiques de votre région ?

IN-SUK CHA, Chaire UNESCO en Philosophie, Université nationale de Séoul, République de Corée

« Nous influençons les politiques dans la région en aidant les gouvernements à intégrer l'éducation à la démocratie dans les programmes scolaires. Le réseau Asie-Pacifique d'éducation philosophique pour la démocratie, créé en 1995 dans le cadre du programme de l'UNESCO " Démocratie et philosophie dans le monde", se propose de publier du matériel pédagogique et des nouvelles pour le primaire et le secondaire. Il s'agit de supports transculturels qui peuvent être largement adaptés pour l'éducation à la démocratie dans les écoles de la région. Unmanuel, qui doit sortir en 2010, est actuellement en préparation sous l'égide d'un groupe d'étude international, qui comprend des spécialistes d'Australie, de Corée, d'Inde, du Japon, de Nouvelle-Zélande et des Philippines. » ¶

CONTACTS

Wataru Iwamoto

Directeur de la Division des sciences sociales, de la recherche et des politiques
w.iwamoto@unesco.org
 tél. : +33 1 45 68 37 99

Paul de Guchteneire

Chef de la Section migrations internationales et politiques multiculturelles
p.deguchteneire@unesco.org
 tél. : +33 1 45 68 38 50

Maria-Helena Henriques Mueller

Chef de la Section jeunesse, sport et éducation physique,
mh.henriques-mueller@unesco.org
 tél. : +33 1 45 68 17 01

Christina Von Furstenberg

Chef de la Section politique, coopération internationale et partage de connaissances en sciences sociales (Programme MOST)
c.von-furstenberg@unesco.org
 tél. : +33 1 45 68 45 16

Pour aller plus loin



À LIRE

Femmes et politiques urbaines : ruses, luttes et stratégies

François Hainard, Christine Verschuur
106 p., UNESCO/Karthala, 2006

ISBN 978-92-3-203885-2
(également disponible en espagnol)

Les mots de la stigmatisation urbaine

Jean-Charles Depaule (éditeur)
278 p., UNESCO/Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006

ISBN 92-3-204011-4
(uniquement en français)



Think tanks et politiques publiques en Amérique latine : dynamiques globales et réalités régionales

Adolfo Garcé, Gerardo Uña
316 p., Prometeo Libros, 2006

ISBN 978-987-574-122-5
(uniquement en espagnol)

Développement local et gouvernance : approches transdisciplinaires

Luis Carrizo, Enrique Gallicchio
224 p. Centro Latinoamericano de Economía Humana (CLAEH)

ISBN 9974 581 34 - 6
(uniquement en espagnol)



Usages et effets du savoir : articuler sciences sociales et politiques publiques

Revue internationale des sciences sociales, n°179
UNESCO/Erès, 2004
(également disponible en anglais, espagnol, arabe et chinois)

Sciences sociales et politique sociale : des dilemmes nationaux aux opportunités mondiales

Document de référence pour le Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales

30 p., UNESCO, 2005
SHS/2005/WS/24
(également disponible en anglais et en espagnol)



OUTILS

La Revue Internationale des Sciences Sociales

Rendre le savoir spécialisé accessible aux non-spécialistes, sans le dénaturer. Ce défi, classique est généralement mieux assumé par les sciences exactes, rompues à la vulgarisation, que par les sciences sociales. Sans doute y a-t-il des raisons profondes – « épistémologiques », dirait-on technique – puisque la science sociale vulgarisée risque d'être impossible à distinguer du simple bon sens. Mais elles ne sont pas insurmontables, à condition qu'existent des lieux de discussion et des modes de diffusion dont c'est précisément la vocation.

La *Revue internationale des sciences sociales*, c'est exactement cela. Créée en 1949 par l'UNESCO, résolument internationale et interdisciplinaire, elle travaille – fait unique – en six langues : arabe, anglais, chinois, espagnol, français, russe. Dans les procédures usuelles d'un trimestriel scientifique soucieux de qualité, elle inscrit constamment le souci d'un public désireux de faire usage des savoirs de sciences sociales. Organisés autour de dossiers thématiques qui permettent de faire le point d'une question en respectant la diversité thématique et géographique,

les numéros s'ouvrent également aux propositions spontanées : plus d'une centaine par an, de toutes les régions du monde. S'y ajoutent débats et questions professionnelles et institutionnelles, ainsi que la publication de documents originaux, issus ou non des instances de l'UNESCO, qui peuvent nourrir la réflexion de sciences sociales. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
John Crowley,
j.crowley@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 38 28

La riss en ligne :
www.unesco.org/issj

OUTILS

Les dimensions sociales de l'intégration régionale en ligne

Lors d'une table ronde, organisée durant le Forum international sur les interfaces entre politique et sciences sociales, à Montevideo (Uruguay), en février 2006, sur « Les dimensions sociales de l'intégration régionale », un groupe d'experts a présenté des documents d'étude des problèmes résultants du processus d'intégration régionale au niveau international. Sur le site web du Centre de documentation du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (www.unesco.org/shs), toutes ces contributions sont disponibles :

La dimension juridique du multilatéralisme régional

Mireille Delmas-Marty
24 p., UNESCO, 2006
SHS.2006/WS/MR/7

L'intégration régionale multisectorielle et le multilatéralisme

Louis Sangare
20 p., UNESCO, 2006
SHS.2006/WS/MR/5

Construire les régions du monde comme ensembles politiques et sociaux

Jacques Tenier
22 p., UNESCO, 2006
SHS.2006/WS/MR/5

Régionalisme, arrangements institutionnels hybrides et gouvernance à la carte ?

Deblock, Christian
27 p., UNESCO, 2006
SHS.2006/WS/MR/4

La dimension sociale de l'intégration en Amérique du Sud : politiques stratégiques et options sociales

Paulo Roberto de Almeida
15 p., UNESCO, 2006
SHS.2006/WS/MR/6

Quel rôle peuvent jouer les organisations d'intégration régionale dans une nouvelle architecture

internationale ?
Philippe Hugon
22 p., UNESCO, 2006
SHS.2006/WS/MR/3

Processus et politiques d'intégration régionale à l'œuvre à l'ère de la mondialisation : multilatéralisme régional et gouvernance mondiale

Ninou Garabaghi
22 p., UNESCO, 2005
SHS.2005/WS/MR/1

Migrations internationales, développement urbain, demande de participation des populations à l'élaboration des politiques publiques... **Les réalités du monde contemporain ne cessent d'évoluer.** En soutenant la recherche en sciences sociales et en s'efforçant d'en partager les résultats avec le plus grand nombre, **l'UNESCO contribue à aider la communauté internationale à mieux comprendre ces réalités afin de mieux répondre aux défis** qu'elles posent. À travers le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS), **l'Organisation a par ailleurs la responsabilité de coordonner le seul programme des Nations Unies sur la gestion des transformations sociales** (le programme MOST) et s'emploie particulièrement, dans ce cadre, à resserrer les liens entre les chercheurs et la communauté des décideurs au sens large.

Les jeunes au cœur de la Con

Des efforts permanents sont nécessaires pour combler le fossé inévitable entre les jeunes et une organisation internationale d'une extrême complexité telle que l'UNESCO, qui compte de nombreux partenaires et réseaux. Le Forum des jeunes de l'UNESCO, partie intégrante de la Conférence générale de l'Organisation, et les Forums régionaux des jeunes constituent des vecteurs fondamentaux de ce processus.

Unique en son genre au sein du système des Nations Unies, le Forum des jeunes de l'UNESCO, créé en 1999, permet à des jeunes âgés de 15 à 24 ans, de partager des expériences et des préoccupations communes et de faire entendre leur voix et leurs idées en soumettant directement des recommandations à la Conférence générale de l'Organisation.

Ainsi, les 12 et 13 octobre 2007, à la veille de la 34^e Conférence générale de l'UNESCO, quelque 200 délégués venus du monde entier sont attendus à Paris pour participer à la 5^e édition de ce Forum. Pour la première fois, ces jeunes contribueront directement aux travaux des deux tables rondes ministérielles qui se tiendront pendant cette Conférence générale sur « L'éducation et le développement économique » et « La science et la technologie au service du développement durable et le rôle de l'UNESCO », en émettant des recommandations sur ces deux thèmes.

La voix des jeunes du monde

Parce qu'ils avaient eux-mêmes souhaité lors du Forum de 2005 que des rencontres similaires se tiennent au niveau régional, les participants à ce 5^e Forum auront à cœur de porter la voix des centaines d'autres jeunes réunis lors des Forums régionaux des jeunes organisés par la Section pour la jeunesse, le sport et l'éducation physique de l'UNESCO sur le thème « Les jeunes et le dialogue entre civilisations, cultures et peuples ».

Au moment où ce magazine était mis sous presse, trois forums régionaux avaient déjà ponctué l'année 2006-2007 avec succès : le Festival des Jeunes du Pacifique à Tahiti (17-22 juillet 2006), le Forum Euromed à

Chypre (16-19 novembre 2006) et le Forum asiatique des Jeunes en République de Corée (25-29 juin 2007). Cette dynamique se poursuivait à l'automne 2007 avec la tenue de trois nouveaux forums régionaux : ceux des Amériques, de l'Afrique et des États arabes.

Du 9 au 15 septembre, des jeunes de 37 pays et territoires de toute la région des Amériques (Nord, Sud, Centre et Caraïbes) devaient en effet se réunir à Acapulco (Mexique) afin de partager leur enthousiasme



Une jeune déléguée au Forum régional des jeunes de l'UNESCO qui s'est tenu les 25 et 26 juin derniers en République de Corée.

et proposer de nouvelles initiatives pour la gestion des questions liées à la jeunesse dans leur région. Dès avant cette rencontre, plusieurs préoccupations émergeaient du dialogue noué entre eux sur internet : l'intégration des Amériques et le multiculturalisme, l'éducation, les projets productifs des jeunes dans la campagne et dans la ville, la participation de la jeunesse dans les politiques publiques, ainsi que le développement durable.

Le Forum africain des jeunes de l'UNESCO devait, quant à lui, se tenir au Burkina Faso du 24 au 28 septembre 2007 sur le thème « Les jeunes et le dialogue entre les civilisations, les cultures et les peuples ». ➔

« La participation des jeunes aux prises de décisions débouche sur des politiques et des programmes plus efficaces. »

Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO,
à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, 12 août 2007.

Conférence générale de l'UNESCO

➔ Chacun des 53 pays de l'Afrique devait y être représenté par deux délégués. Mais de nombreux observateurs d'associations et de réseaux de jeunesse régionaux, d'ONG de jeunesse, ainsi que des représentants des plusieurs agences du système de Nations Unies et d'organisations intergouvernementales y étaient également attendus.

Comptant parmi l'ensemble des initiatives promouvant la coopération régionale africaine et le suivi de la Charte africaine de la jeunesse, ce Forum devait, comme les autres, inciter les jeunes au dialogue et à la réflexion. Il entendait ainsi sensibiliser les gouvernements, la société civile et le secteur privé à la nécessité d'élaborer, avec leur participation, des programmes et des politiques visant à assurer la contribution et l'intégration des 15-24 ans dans le développement de leurs sociétés.

Quant au Forum des Jeunes des États arabes, il se tiendra juste après la Conférence générale de l'UNESCO, du 18 au 22 novembre prochains. Organisé au Caire (Égypte) par la Ligue arabe en coopération avec le PNUD et l'UNESCO, il permettra à des jeunes de l'ensemble des pays arabes d'échanger leurs perceptions des problématiques de la région. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Maria Helena Henriques Mueller,
mh.henriques-mueller@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 17 01
Site web : www.unesco.org/fr/youth



Un atelier lors du Forum régional de Chypre en 2006

ZOOM



Nouvelle campagne d'espoir pour l'enfance brésilienne

Huit heures de direct, 30 millions de téléspectateurs, près de 8 millions de dollars US récoltés : les 11 et 12 août derniers, l'opérateur de télévision brésilien TV Globo organisait à São Paulo l'action annuelle de soutien au programme *Criança Esperança* (« enfant espoir »). Une campagne, initiée en 1985, à laquelle l'UNESCO apporte, depuis 2005, un savoir-faire essentiel en termes de méthodes et d'évaluation pour permettre aux réussites locales de se généraliser, de se pérenniser et, à terme, de s'exporter.

Criança Esperança, ce sont des centaines de projets de quartier, dans tout le Brésil, qui, grâce à la générosité des Brésiliens, ont bénéficié d'un soutien financier, limité à deux ans, pour leur permettre de réaliser des investissements décisifs. Ce sont aussi 4 « espaces » permanents pour mettre en synergie les projets concernant un même site. C'est surtout une conviction : face à des problèmes immenses, les capacités d'action sont insoupçonnées.

« L'Amérique latine concentre 42 % des homicides par arme à feu du monde entier. Et certaines zones urbaines du Brésil sont parmi les pires d'Amérique latine », constate ainsi Denis Mizne, Directeur exécutif de l'Institut *Sou da Paz* (« Je suis pour la paix »), association qui travaille depuis dix ans pour prévenir la violence dans les favelas de São Paulo et y gère depuis un an et demi, en partenariat avec l'UNESCO, l'Espace *Criança Esperança*. Dans ces quartiers particulièrement durs, à l'infrastructure très dégradée, grâce à la danse, au soutien scolaire, à l'art et au sport, l'espoir renaît. Résultat de l'effort associatif auquel l'Espace donne désormais un cadre transversal : un taux d'homicide qui a baissé de 76 % en cinq ans. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Marlova Jovchelovitch Noieto,
marlova@unesco.org.br,
tél. : +55 61 210 63518

Coupe du monde de rugby : l'UNESCO dans la mêlée

Afin d'accompagner les principaux matchs de la Coupe du monde de rugby, la ville de Saint-Denis organise un Forum mondial du sport, sous le haut patronage de l'UNESCO. De la lutte contre le dopage à la lutte contre le racisme, en passant par la place des femmes dans le sport, 8 débats proposent un autre sport dans un autre monde...

Au moment où *SHS regards* était mis sous presse, le Stade de France, à Saint-Denis, près de Paris, s'appretait à accueillir les plus belles affiches de la 6^e édition de la Coupe du monde de rugby, du match d'ouverture à la grande finale.

Si ce n'était que cela, nous n'en aurions sans doute pas parlé... Mais, du 7 septembre au 20 octobre 2007, cet événement promettait de drainer des milliers de jeunes et moins jeunes venus du monde entier, à commencer par les délégués du Forum mondial des jeunes de l'UNESCO, invités à rejoindre Saint-Denis à l'issue de leurs travaux (lire p.24), dans la soirée du 13 octobre.

Billet ou pas en poche, fans ou non de rugby, ce rassemblement international était en effet l'occasion d'inviter chacun à miser sur un seul gagnant : l'esprit sportif. Pour se faire, la municipalité de Saint-Denis, en partenariat avec la région Ile-de-France et l'UNESCO, organisait un Forum mondial du sport, au cœur d'un village « RugbyColor » installé à la porte du Stade de France.

Intégré dans un véritable « Festival ovale » proposant 4 expositions et 30 concerts, ce Forum mondial proposait de réfléchir sur la fonction sociale et culturelle du sport à la manière dont l'UNESCO envisage cette question. À huit occasions, des dirigeants du monde sportif, des athlètes, des élus, des chercheurs en sciences sociales et humaines, ainsi que des représentants des États membres de l'Organisation, ou de ses réseaux, allaient confronter leurs opinions sur un monde en transformation.

Le 1^{er} débat organisé le 7 septembre sur le thème « Mondialisation du rugby : une chance ou une menace ? » invitait ainsi à

réfléchir à la diversité culturelle, quelques heures avant que les équipes de France et d'Argentine se rencontrent sur le terrain. Le vendredi suivant, un autre débat poussait « Le racisme hors des stades ! », tandis que celui du 21 septembre posait la question de l'égalité des genres dans la pratique sportive et du droit à un sport féminin de qualité.

Le 28 septembre, il était question de l'impact environnemental des rassemblements sportifs, et le dimanche 7 octobre de promouvoir un sport sans danger, en luttant activement contre le dopage et la course à l'argent dans le sport. Le 13 octobre, Justine Hénin, 1^{re} femme Championne de l'UNESCO pour le sport devait intervenir sur la question « Les athlètes sont-ils des modèles ? », tandis que le lendemain, 14 octobre, intervenants et public allaient chercher à savoir « Qui – des sponsors, des médias ou des États – gouverne le sport ? ».

Enfin, le jour de la finale, la possibilité d'une nouvelle logique d'organisation mondiale du sport porteuse d'un développement durable devait être débattue sous la thématique : « Nord-Sud : un autre sport, dans un autre monde ». Autant de sujets sur lesquels, sans attendre la publication des Actes de ces débats qui seront produits en anglais et en français, *SHS Regards* reviendra dans une prochaine édition... ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Coraline Bardinat, c.bardinat@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 38 66
Voir aussi : www.unesco.org/shs/sport





c.bardinat / UNESCO

Brian, 17 ans : « j'ai découvert une autre culture. »

Dans le cadre du Forum mondial du sport, cent jeunes de Saint-Denis (France), choisis pour leur motivation et leurs engagements associatifs, sont devenus les ambassadeurs de la ville et de la Coupe du monde de rugby. Ils se sont ainsi rendus dans plusieurs pays participants à la compétition et, en retour, ont accueilli les jeunes de ces pays à l'ouverture de la compétition.

Brian, 17 ans, est l'un de ces jeunes ambassadeurs qui, le 13 octobre au soir, devaient également accueillir, au Forum mondial du sport, les délégués du Forum des jeunes de l'UNESCO.

« Avant mon départ pour la région du North Lanarkshire, je ne connaissais pas particulièrement le rugby, ni l'Ecosse. Pour moi, ce voyage a été l'occasion de découvrir une culture totalement différente de la mienne. Je me suis senti immédiatement en confiance, grâce à la gentillesse des écossais et à l'accueil incroyable qu'ils nous

avaient préparé.

J'ai été impressionné par l'importance du rugby dans la culture écossaise et par l'ambiance des matchs, très conviviale et familiale. J'ai surtout découvert un sport collectif, captivant, qui demande une grande solidarité entre les joueurs, un énorme respect de l'adversaire et dans lequel tout le monde à sa place quelque soit sa condition physique, sans complexe de taille ou de poids qui deviennent des atouts dans le jeu.

Cela m'a donné envie de m'inscrire dans le club de rugby de mon lycée, ce que j'ai fait dès la rentrée scolaire. Je me suis aussi promis de davantage étudier l'anglais, pas pour obtenir de bonnes notes, mais pour pouvoir davantage communiquer car cela m'a aussi donné envie de voyager. J'espère que je saurai aussi bien accueillir les jeunes étrangers à Saint-Denis qu'ils m'ont accueilli dans leur pays. » ¶

C. B.

Antidopage : réunion des gouvernements en Espagne

À la veille de la 3^e Conférence mondiale sur le dopage dans le sport qui se tient à Madrid (Espagne), du 15 au 17 novembre 2007, l'UNESCO organise le 14 novembre une réunion de coordination des gouvernements afin de dégager une position de consensus sur la révision du Code mondial antidopage, susciter

l'échange d'informations entre les gouvernements, et communiquer à ces derniers l'état actuel de l'exécution de la Convention internationale contre le dopage dans le sport. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Paul Marriott-Lloyd, p.marriott-lloyd@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 33

L'EPS dans les facultés francophones

En mai 2007, la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des États et gouvernements ayant le français en partage (CONFÉJES), en partenariat avec l'UNESCO, a réuni, à Dakar (Sénégal), vingt experts africains en Éducation Physique et Sportive (EPS) afin d'élaborer une

plaquette académique pour le professorat d'EPS qui devait donner lieu à la création de nouvelles filières dans les universités d'Afrique francophones, dès la rentrée 2007-2008. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Marcellin Dally, m.dally@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 36

Afrique : extension du projet « Diambars »



Le projet « Diambars », développé au Sénégal avec le soutien de l'UNESCO, sera étendu à plusieurs pays africains. Ce projet dont la vocation est de

permettre, à travers le sport, d'améliorer le niveau académique des jeunes et de mener des actions en faveur de leur scolarisation, a été à l'origine de la création en 2003, à Saly, du premier institut de type « sport-études » en Afrique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Marcellin Dally, m.dally@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 36

Migrations internationales : Université d'été à Moscou

Sans attendre le 16 novembre, Journée mondiale de la Tolérance, le Centre de recherche sur les migrations de la Fédération de Russie, l'Université centrale européenne, et le bureau de l'UNESCO à Moscou organisaient, en juillet dernier, une Université d'été internationale pour promouvoir la protection des migrants et la tolérance.

Dans le cadre d'un projet qui se propose d'explorer les effets positifs et les risques des phénomènes migratoires comme ressources au développement social, le bureau de l'UNESCO à Moscou et le Centre de recherche sur les migrations de la Fédération de Russie, en coopération avec l'Université centrale européenne, ont organisé, du 14 au 19 juillet 2007, une Université d'été internationale sur le thème « Migrations et discriminations : protection des droits humains des migrants et promotion de la tolérance ».

Dans un pays qui, avec les États-Unis d'Amérique, est le seul pays au monde vers lequel le flux migratoires internationaux augmentent¹, la sensibilisation des jeunes enseignants-chercheurs paraît en effet cruciale, car ils sont les mieux placés pour sensibiliser, à leur tour, les jeunes étudiants et plus généralement la jeunesse.

L'ensemble du programme de cette Université d'été – première du genre – avait donc été pensé de manière à renforcer la connaissance des participants sur la diversité des problèmes soulevés par les phénomènes migratoires afin qu'ils puissent les relayer.

Ainsi, des experts d'organisations internationales sont venus éclairer les débats sur la mondialisation des flux, le droit international et la protection des droits des migrants, les stratégies et programmes du Conseil de l'Europe en matière d'intégration des migrants, ou encore la nouvelle politique migratoire de la Russie.

L'Université d'été, qui se tenait au Centre de formation « Dobroie », dans la



Parmi les participants : de jeunes chercheuses du Bélarus, de la Fédération de Russie et d'Ukraine.

région de Moscou, fut surtout l'occasion d'entendre 16 jeunes conférenciers, déjà doctorants ou aspirants à le devenir, venus du Belarus, de la Fédération de Russie et d'Ukraine. Les participants ont également passé en revue les méthodes d'étude, les sources d'informations, ainsi que les différentes approches d'élaboration de programmes éducatifs sur les migrations.

Un manuel pédagogique sur « Les méthodes et la méthodologie de l'étude des processus migratoires » a aussi été présenté. Ce manuel constitue une étape préparatoire du projet global dans le cadre duquel l'Université d'été s'inscrivait et qui entend notamment contribuer à faire mieux connaître les experts en politiques migratoires de la Communauté des États Indépendants, le rôle des migrations dans le monde contemporain, l'approche internationale de la gestion et du contrôle des processus migratoires, ainsi que les moyens possibles pour favoriser une meilleure prévention de la xénophobie et du trafic des êtres humains. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Alla Ampar, a.ampar@unesco.ru, tél. : +7 495 230 05 54

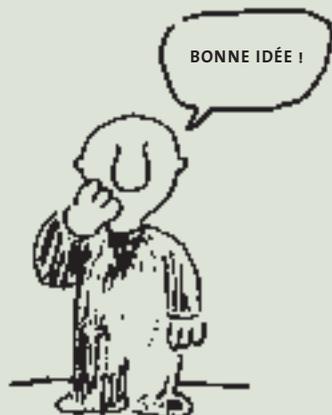
¹ Rapport de la Commission mondiale pour les migrations internationales des Nations Unies, 2005

APPEL
À CONTRIBUTIONS



Ce magazine est le vôtre

Si vous souhaitez réagir à l'actualité du Secteur des sciences sociales et humaines, ou publier un article ou des photographies sur un sujet lié au programme des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, n'hésitez pas à nous faire part de vos propositions à l'adresse suivante : shs@unesco.org



« Comment l'homme s'est répandu sur terre » par Olzhas Suleimenov

Les anthropologues, travaillant main dans la main avec les généticiens et les archéologues, ont conclu que l'espèce humaine avait fait son apparition en un endroit bien précis – dans la zone subéquatoriale de l'Afrique de l'Est, contrairement à une autre idée, longuement accréditée, selon laquelle l'humanité aurait eu pour lieu de naissance plusieurs régions de la Terre.

Une telle constatation conduit logiquement vers une autre : que l'espèce humaine grandissante s'est disséminée sur la planète. Pas tout de suite, mais pendant des dizaines de milliers d'années. Par la terre et par la mer. Nous sommes déjà en mesure d'identifier quelques-unes des patries intermédiaires de l'homme. Le bassin Méditerranéen, l'Ancienne Asie Mineure (les vallées de Tigre et d'Euphrate) et d'autres... Là-bas les ancêtres des peuples actuels « s'arrêtaient » pour plusieurs Millénaires avant d'effectuer une nouvelle ruée vers l'Est.

Je souligne – pour une certaine raison les migrations les plus importantes et longues dans leur durée se sont faites dans la direction orientale. On peut supposer que les ancêtres des Chinois, des Japonais, des Coréens ainsi que des indiens américains (Maya, Aztèque et autres) habitaient encore la région Méditerranéenne il y a des milliers d'années.

La théorie du lieu unique de l'origine de l'Homo Sapiens doit avoir l'incidence sur la linguistique historique : dans ce cas la Première Langue et les Premiers Signes Écrits (parmi lesquels les reproductions des premières divinités) seraient apparus dans la même zone et se sont disséminés avec les migrants à travers la Terre.

Par la suite les tribus, s'installant sur leur passage dans de nouveaux territoires, formaient des peuples souverains,

développaient leurs propres langues, leurs signes et leurs écritures. Les vagues successives de migrations les emportaient ailleurs, leur faisaient croiser les chemins des autres peuples, des autres sociétés. Sur la base de ces rencontres, plusieurs siècles après, de nouveaux peuples, sous de nouvelles nominations, faisaient leur apparition. Les langues changeaient, mais les vocabulaires gardaient les traces des anciens dialectes.

La théorie du lieu unique de l'origine de l'Homo Sapiens laisse présager l'apparition au XXI^e siècle de nouveaux enseignements : de la nouvelle linguistique, de la nouvelle paléographie, de la nouvelle culturologie, des sciences qui étudieront différemment la religion et les arts. D'une nouvelle façon seront examinés les fondements de l'Histoire mondiale.

Lorsque des linguistes ne s'étonneront plus des coïncidences vraiment étonnantes découvertes dans des langues et cultures de l'Afrique, de l'Eurasie, de l'Australie et des Amériques, c'est à cette époque-là que la Parole et le Signe de l'écriture primaire auront commencé à remplir la fonction du document archéologique.

Un des thèmes, basés sur la théorie du lieu unique de l'origine de l'homme, qui pourrait attiser l'intérêt exceptionnel de la science moderne, serait les raisons des migrations les plus anciennes.

À côté des migrations les plus évidentes comme, par exemple, celles provoquées par des raisons économiques, par des désastres naturels, par des circonstances politiques et des guerres (invasions, défaites), il y en aurait certainement eu d'autres. Lesquelles ?

Ce sont des questions que nous voudrions évoquer à la conférence intitulée « Les Grandes Migrations des peuples dans » ➔



Pétroglyphes
dans la région
d'Almaty.

↳ la préhistoire et protohistoire », qui doit se tenir avant la fin du premier trimestre 2008 au Siège de l'UNESCO à Paris.

L'expression de « Grandes Migrations des Peuples » était appliquée jusqu'à présent à l'égard des événements relativement récents qui avaient eu lieu en Eurasie. Les raisons du déferlement des Hun sur la partie septentrionale de l'Asie centrale et sur l'Europe ne sont pas encore éclaircies par des historiens.

On n'est capable que de constater qu'à cette époque un mélange des ethnies s'est produit sur un immense territoire : des peuples déplacés de leurs lieux de vie habituels s'accommodaient pendant plusieurs siècles sur des nouvelles terres, poussant dehors les aborigènes. Ce processus s'est propagé sur des ethnies persanophones, caucasiennes, finno-ougriens, slaves, germaniques...

Quelles furent les raisons historiques qui poussèrent la lave incandescente de tribus Tartares et Mongoles des Hun vers l'Ouest ? Pour l'instant nous n'avons qu'une réponse évoquée par la science : « les raisons liées aux activités économiques ».

Ce problème mérite à nos yeux un examen dans le contexte global, compte tenu des circonstances évidentes de l'adversité entre les deux Grandes Puissances de l'époque – l'Empire de la Chine et l'Empire Romain – deux pôles de civilisation et de politique du monde.

La Grande Route de la Soie, qui avait réuni ces deux pôles, a également été un facteur, qui à la fois influençait les événements et en dépendait. Ensuite, l'invention de l'étrier (III^e siècle avant J.C.), qui a fait des Tartaro-Mongols des peuples-cavaliers. Grâce à cela de nouveaux corps d'armes (la cavalerie) et de nouvelles tactiques militaires sont apparus, assurant les succès des Hun.

Afin de mieux comprendre les raisons des grandes migrations des peuples dans l'histoire, la conférence se penchera aussi sur leurs origines depuis la sortie de l'homme de l'Afrique, en passant par les périodes du paléolithique et du néolithique. Seront évoqués les tracés des migrations anciennes à travers le monde : de l'Afrique vers l'Australie (il y a entre 100 et 70 mille ans) et plus tard – en Asie, en Amérique du Sud et en Polynésie.

La Conférence permettra de s'interroger sur plusieurs questions. Quand et pourquoi les peuples s'installèrent sur tel ou tel territoire ? Comment faut-il raconter l'histoire des migrations des peuples ? Quelles furent les raisons de ces grandes migrations ?

Grâce à cette conférence nous souhaitons démontrer que la planète entière est la « patrie » de l'espèce humaine et que les zones d'habitations des peuples et les frontières s'établissaient comme le résultat des migrations, des croisements et des contacts.

Pourquoi cette conférence aujourd'hui ? À cause des douloureux processus de l'auto-identification des peuples et des groupes ethniques dans le monde actuel qui génèrent des conflits frontaliers et des mouvements de scission au sein des États existants ; à cause aussi des tragiques « nettoyages ethniques » que l'Afrique et l'Europe ont connu il y a quelques années.

D'éminents chercheurs de la France, de la Grande Bretagne, de l'Italie, ainsi que des États-Unis, de l'Amérique Latine, et des pays eurasiatiques – tels que l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et la Russie – ont déjà manifesté leur vif intérêt pour cette conférence organisée en partenariat avec l'Institut des Langues et Civilisations Orientales (L'INALCO) et l'Institut National de l'Archéologie Préventive (INRAP), à Paris. ¶

« Nous souhaitons démontrer que la planète entière est la “patrie” de l'espèce humaine et que les frontières sont le résultat des migrations, des croisements et des contacts. »



Olzhas Suleimenov

« Géologue par formation, poète par vocation », Olzhas Suleimenov est né en 1936, à Almaty. Chevalier dans l'ordre des Arts et des Lettres de la République française, il est aujourd'hui ambassadeur, délégué permanent du Kazakhstan auprès de l'UNESCO. ¶

Les droits des travailleurs migrants en Europe et en Afrique



Bien que constituant le traité international le plus important en matière de droits des migrants, la Convention internationale pour la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille n'a été ratifiée par aucun pays européen.

Une étude propose une analyse des raisons de cette situation sur la base d'enquêtes menées dans sept pays : Allemagne, Espagne, France, Italie, Norvège, Pologne et Royaume-Uni. Elle examine notamment les initiatives prises par différents acteurs (partis politiques, société

civile, syndicats) pour promouvoir cet instrument, les arguments utilisés par les gouvernements afin de justifier leur refus de le ratifier, ainsi que le rôle des institutions européennes.

Un second rapport explore, quant à lui, la situation dans quatre pays africains n'ayant toujours pas ratifié la convention : le Cameroun, le Bénin, le Gabon et le Niger. Il analyse leurs politiques migratoires et propose des recommandations pour inciter ces États à ratifier ce traité. Le continent africain compte en effet de nos jours 20 millions de travailleurs migrants, ce qui soulève au sein des pays d'accueil de nombreuses difficultés : exclusion, xénophobie, lois et règlements discriminatoires. ¶

The Migrant Workers Convention in Europe
94 p., UNESCO 2007, SHS-2007/WS/7
(en anglais). Téléchargeable sur :
www.unesco/shs/migrations/rapport1

Migration de travail et protection des droits humains en Afrique
49 p., UNESCO 2007, SHS-2007/WS/6
(en français). Téléchargeable sur
www.unesco/shs/migrations/rapport2

La diversité culturelle saisie par les sciences sociales comparatives



Publié en anglais, *Democracy and Human Rights in multicultural societies*, apporte une contribution substantielle au débat sur la Déclaration universelle sur la diversité culturelle, adoptée par les États membres de l'UNESCO en 2005, du point de vue des sciences sociales. Gestion par les décideurs politiques des demandes de reconnaissance culturelle, groupements

linguistiques, populations indigènes et communautés de migrants, les conditions, caractéristiques et impacts d'une gouvernance démocratique de la diversité ethnique, linguistique et religieuse basée sur les droits humains y sont explorés de manière interdisciplinaires. ¶

Democracy and Human Rights in Multicultural Societies
326 pp., 37 €. UNESCO Publishing/Ashgate, 2007. ISBN 978-92-3-104050-4

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Paul de Guchteneire,
p.deguchteneire@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 38 50
Pour commander cet ouvrage :
<http://publishing.unesco.org>

Contre le trafic d'êtres humains au Bénin et au Togo



Dans le cadre du projet de l'UNESCO contre la traite des êtres humains en Afrique, deux documents d'orientation stratégique viennent d'être publiés concernant le Bénin et le Togo, où les plus vulnérables face aux trafiquants en quête d'enfants à adopter, d'organes à prélever, d'enfants soldats ou encore de serveurs domestiques et sexuels, restent les femmes et les enfants, fragilisés par la pauvreté, le VIH et SIDA et le manque d'éducation. Malgré des mesures juridiques, une loi sur les conditions de déplacement des mineurs et la répression de la traite des enfants pour le Bénin en 2006, une loi votée par le parlement togolais pour la condamnation des trafiquants d'enfants en 2005 et des engagements régionaux pour mieux lutter contre ce phénomène, de nombreux défis restent à relever, notamment, la création d'un cadre juridique couvrant tous les aspects du phénomène et l'attribution de fonds supplémentaires aux services spécialisés de l'État et aux ONG pour remplir leurs missions de prévention et de réhabilitation. Enfin, la sensibilisation à travers formations et programmes éducatifs, coalitions locales, régionales et internationales solides doit être la priorité des actions à venir. ¶

Pour commander ce livre, merci de contacter : **Caroline Bacquet**,
c.bacquet@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 37 01

La traite des personnes au Bénin : Facteurs et recommandations
Document d'orientation stratégique ; 14-3 68 p., UNESCO, 2007, SHS/cct/2007/pi/h/5

La traite des personnes au Togo : Facteurs et recommandations
Document d'orientation stratégique 14-4 69 p., UNESCO, 2007, SHS/cct/2007/pi/h/4

La mémoire des migrants dans les musées du monde

Comment les musées du monde établissent-ils un dialogue entre le patrimoine des migrants et les contributions essentielles qu'ils apportent aux sociétés ? Tel est l'un des thèmes explorés par le numéro de mai 2007 de la revue de l'UNESCO *Museum International*. En partie basé sur une réunion d'experts organisée à Rome (Italie), en octobre 2006, par l'UNESCO et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ce numéro fait une large place aux nouveaux musées des migrations qui ont vu le jour en Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Danemark, France, Italie, Pays Bas, Portugal et Royaume-Uni. ¶

The Cultural Heritage of Migrants
Museum International 233/234
UNESCO/Blackwell Publishing, 2007

Pour plus d'informations, merci de contacter :
clt.museum@unesco.org



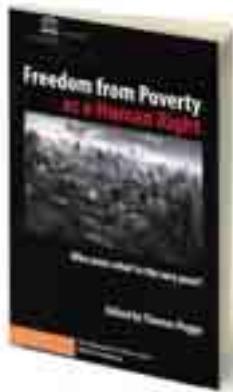
Quelle éthique de l'environnement ?

Publié en anglais en 2006, un recueil rassemblant les analyses des plus éminents experts internationaux en matière d'éthique de l'environnement vient de paraître en français. Huit spécialistes sollicités par l'UNESCO, soulignent combien, malgré un intérêt et une sensibilité accrues sur les questions environnementales, la dimension éthique des problèmes de l'environnement est encore trop souvent négligée au niveau politique. ¶

Éthiques de l'environnement et politique internationale
22 €. 248 p., UNESCO, 2007
ISBN 978-92-3-204039-8

Pour commander le livre :
<http://publishing.unesco.org>

Qui doit quoi aux plus pauvres ?



Alors que l'UNESCO multiplie les rencontres de terrain pour favoriser une relecture des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP) en termes de droits humains, un ouvrage coordonné par Thomas Pogge dénonce l'extrême pauvreté comme violation d'un droit humain fondamental.

Nul ne conteste qu'un à deux milliards de personnes – selon le critère exact que l'on retient – vivent aujourd'hui dans des conditions qui sont à peine humaines. Pour les plus pauvres, la nourriture, le logement,

la santé, la sécurité physique – ne parlons même pas d'éducation ! – sont des luxes hors d'atteinte. Qu'il faille faire « quelque chose », on en convient désormais. Le premier des huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) est précisément d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim. De surcroît, la communauté internationale s'est donné un indicateur concret pour évaluer ses efforts : la proportion de la population mondiale vivant avec moins d'un dollar des États-Unis par jour, qu'il s'agit de réduire de moitié d'ici 2015.

Mais pourquoi faut-il agir ? Jusqu'où faut-il aller ? À qui incombe la responsabilité ? Comment agir efficacement ? Sur ces questions, décisives pour aller au-delà du cadre minimal des OMD, aucun consensus n'existe. Issu d'une série de séminaires organisées par la Section de la philosophie et des sciences humaines de l'UNESCO, l'ouvrage *Freedom from Poverty as a Human Right*, coordonné par le professeur Thomas Pogge, propose les approches complémentaires de quinze spécialistes qui s'efforcent de clarifier ce que signifie la pauvreté dans une perspective

de philosophie morale appliquée au système international.

La conclusion est sans appel : l'extrême pauvreté viole un droit humain fondamental ; il en résulte, pour ceux qui sont en mesure d'agir contre elle, des obligations morales fortes.

En effet, l'extrême pauvreté est incompatible avec les droits économiques et sociaux déjà positivement consacrés par les instruments juridiques internationaux. Pour nier l'existence d'un droit à ne pas être dans l'extrême pauvreté, il faut donc soit rejeter ce cadre juridique, soit prétendre que le phénomène serait tristement inévitable. En ce sens, le raisonnement de philosophie morale, aussi technique soit-il parfois, est profondément politique : pour déterminer « qui doit quoi aux plus pauvres ? » – c'est le sous-titre de l'ouvrage –, il affirme et justifie les droits économiques et sociaux tout en fondant la possibilité d'agir. Mais comment, du caractère évitable de l'extrême pauvreté, une obligation peut-elle naître dès lors que personne en particulier n'est responsable de la situation des plus

pauvres et que personne n'est en mesure, seul, d'y remédier ? Il ne peut s'agir que de participer à des institutions qui soient capables d'assurer aux plus pauvres, comme à tous, une part équitable de la richesse commune. Ces institutions n'existent évidemment pas... et il est loin d'être sûr que soient réunies les conditions qui en permettraient la création.

Trois ouvrages en préparation dans la même collection prolongeront ces réflexions en y adjoignant les enseignements de la science politique, du droit et de l'économie. L'enjeu : que se mette en place un cadre conceptuel suffisamment précis et suffisamment consensuel pour qu'il serve de véritable fondement à l'action. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : Feriel Aït-Ouyahia, f.ait-ouyahia@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 12

Freedom from Poverty as a Human Right. Who Owes What to the Very Poor?
Édité par Thomas Pogge
22 €
406 pp., UNESCO/Oxford University Press, 2007.
ISBN 978-9-23-104033-7

La rationalité, une ou plurielle ?

Cet ouvrage, de la série du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) publié en mars 2007, fait suite à un colloque, co-organisé par l'UNESCO et le Centre africain des hautes études de Porto-Novo en septembre 2002 à Porto-Novo (Bénin), durant lequel les participants avaient débattu sur le thème : « La rencontre des rationalités ».

Le CODESRIA, qui propose de nombreuses publications sur l'Afrique, cherche à faciliter la recherche, promouvoir sa diffusion et favoriser l'échange entre chercheurs africains avec la création de forums. Ainsi, cet ouvrage

s'interroge sur la « rationalité d'aujourd'hui » et propose une réelle discussion en rassemblant des contributions tirées des expériences des auteurs, de leurs projets et de leur regard sur l'avenir.

Une première partie, consacrée à une réflexion sur la nature même de la rationalité, d'un point de vue philosophique mais également historique permet d'en saisir l'essence post-moderne. Son lien avec la culture est ensuite étudié pour mesurer et analyser la diversité qui existe quant à sa conception. Enfin, une étude des pratiques théoriques et sociales, permet d'aborder le concept dans ses applications.

Non loin de se contenter d'une simple présentation, cette publication, résultat d'une confrontation d'idées et de perspectives, apporte des éléments de réflexion essentiels à un débat pour le moins complexe. ¶

La rationalité, une ou plurielle ?
Sous la direction de Paulin J. Hountondji
467 p., 45 \$ (30 \$ en Afrique)
CODESRIA/UNESCO, 2007.
ISBN : 978-92-9091-094-7

Pour plus d'informations, merci de contacter : Carrie Marias, c.marias@unesco.org, tél. : +221 8492304

Pour commander l'ouvrage : publications@codesria.sn



Septembre

10-11 septembre

Réunion du groupe d'experts sur le « Développement des normes minimales pour les DRSP relus à la lumière des droits humains : un outil d'aide à la décision dans les négociations avec les bailleurs de fonds. » Paris, France. (c.tekaya@unesco.org)

10-13 septembre

Réunion d'experts sur le thème « Créer une société intégratrice : stratégies pratiques pour promouvoir l'intégration sociale. » Paris, France. (c.von-furstenberg@unesco.org)

11-12 septembre

Atelier de travail national sur l'intégration régionale. Côte d'Ivoire. (d.dieng@unesco.org)

19-21 septembre

Réunion de concertation de l'UNESCO et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) conviée par le Burkina Faso sur « Les enjeux de la lutte contre la pauvreté saisie par les droits humains dans les États membres de l'UEMOA. » Ouagadougou, Burkina Faso (c.tekaya@unesco.org)

24-26 septembre

Seconde réunion d'évaluation du projet MOST sur « Les États Nations face au défi de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ». Praia, Cap-Vert. (d.dieng@unesco.org)

25-26 septembre

Première conférence générale annuelle de la Coalition de l'UNESCO des villes latino-américaines et caribéennes contre le racisme, les discriminations et la xénophobie. Montevideo, Uruguay. (m.scarone@unesco.org)

26-28 septembre

Conférence de l'UNESCO sur l'éthique des technologies de l'énergie en Asie et Pacifique. Bangkok, Thaïlande (d.macer@unesco.org)

28-29 septembre

Séminaire international à l'Université de Venise « Politiques urbaines et intégration des migrants. » Venise, Italie. (b.colin@unesco.org)

Octobre

2-3 octobre

Séminaire international consacré à l'établissement d'un Comité national de bioéthique. Yerevan, Arménie (a.ampar@unesco.ru)

5-6 octobre

Conférence internationale sur « Le rôle de la Cour constitutionnelle et du défenseur des droits humains dans le(s) domaine(s) de la protection des droits humains. » Yerevan, Arménie. (a.ampar@unesco.ru)

28-31 octobre

Lancement officiel de la Coalition des villes contre la discrimination en Asie Pacifique de l'UNESCO à l'occasion de 2^e Congrès mondial du Cités et gouvernements locaux unis (CGLU). Jeju, République de Corée. (posso@icjjeju.co.kr)

30 octobre

Session extraordinaire du Conseil intergouvernemental du programme MOST. Paris, France. (c.von-furstenberg@unesco.org)

Novembre

12-15 novembre

Atelier régional dans le Pacifique sur l'éthique de la production des connaissances. Apia, Samoa. (susan@unesco.org.ws)

14-15 novembre

Conférence internationale sur « Les activités du Comité de bioéthique et d'éducation à la bioéthique en Bélarus. » Minsk, Bélarus. (a.ampar@unesco.ru)

14-17 novembre

Conférence des villes. Porto Alegre, Rio Grande do Sul, Brésil. (marlova.noleto@unesco.org.br)

15-16 novembre

1^{er} séminaire sur l'éducation à la bioéthique en Moldova. Chisinau, Moldova (a.ampar@unesco.ru)

15-17 novembre

Conférence mondiale sur le dopage dans le sport. Madrid, Espagne. (p.marriott-lloyd@unesco.org)

15-22 novembre

Célébration de la Journée mondiale de la philosophie 2007. Istanbul, Turquie (m.goucha@unesco.org)

Décembre

1^{er} décembre

Célébration de la Journée mondiale de la lutte contre le SIDA. Moscou, Fédération de Russie. (a.ampar@unesco.ru)

1-2 décembre

Célébration de la Journée mondiale de la lutte contre le SIDA. Moscou, Fédération de Russie. (a.ampar@unesco.ru)

6-8 décembre

Troisièmes journées d'éthique et de bioéthique pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Lomé, Togo. (c.marias@unesco.org)

13-14 décembre

2^e séminaire sur l'éducation à la bioéthique en Moldova. Chisinau, Moldova. (a.ampar@unesco.ru)

15-16 décembre

Table ronde sur la bioéthique : « L'auto-détermination en Asie », organisée conjointement par l'UNESCO et l'Université de Kumamoto. Université de Kumamoto, Japon. (d.macer@unesco.org)

APPEL À CONTRIBUTIONS



Mémoires de l'esclavage

Pour Friedrich Nietzsche, la capacité d'oubli était signe de santé ; notre époque, à l'inverse, est mémorielle. Pour poursuivre le débat ouvert dans son numéro 188 (juin 2006) sur les droits et devoirs de mémoire, la *Revue Internationale des Sciences Sociales* lance un appel à contributions sur les « mémoires de l'esclavage ».

Thèmes à privilégier : la politique de la mémoire, la responsabilité, les « traces » culturelles de l'esclavage. Les analyses comparatives seront particulièrement appréciées. Les textes, de 8 000 mots maximum (60 000 signes) dans l'une des six langues de la RISS, doivent parvenir à la rédaction au plus tard le 31 décembre 2007.

Pour consulter le texte complet de l'appel à contributions : www.unesco.org/issj

Simone Porges

Elle venait de prendre sa retraite après avoir travaillé de longues années à l'UNESCO, où elle a participé à la création de ce magazine, assurant la relecture scrupuleuse de sa version française, entre autres tâches, car Simone était toujours disponible pour aider

les autres. C'est avec une grande tristesse que nous avons appris qu'elle est subitement décédée en septembre à Vienne, où elle avait grandi et était retournée vivre. Tout le personnel de SHS présente ses plus sincères condoléances à sa famille et ses amis.